

NATO SANS CLASSIFICATION

17 janvier 2022

DOCUMENT
C-M(2022)0005-AS1

RAPPORTS
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2020
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)
ET DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NADEFCOL),
AINSI QUE SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2020 RECTIFIÉS
DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 14 janvier 2022, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du RPPB annexé au C-M(2022)0005, a approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient, a pris note des rapports de l'IBAN et a donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers 2020 de l'EMI, du NADEFCOL et de la STO soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du C-M(2022)0005 et doit être placée en tête de ce document.

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



NATO SANS CLASSIFICATION

5 janvier 2022

DOCUMENT

C-M(2022)0005

Procédure d'accord tacite :

14 jan 2022 15:30

**RAPPORTS
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2020
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)
ET DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NADEFCOL),
AINSI QUE SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2020 RECTIFIÉS
DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)**

Note du secrétaire général

1. On trouvera en annexe le rapport établi par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) au sujet des rapports du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers 2020 de l'État-major militaire international (EMI) et du Collège de défense de l'OTAN (NADEFCOL), ainsi que sur l'audit des états financiers 2020 rectifiés de l'Organisation pour la science et la technologie (STO). Pour ces trois entités, l'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité.
2. Les rapports de l'IBAN ont été examinés par le RPPB (voir annexe).
3. Je ne pense pas que cette question doive être examinée plus avant. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au vendredi 14 janvier 2022 à 15h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport du RPPB, approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient, pris note des rapports de l'IBAN et donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers 2020 de l'EMI, du NADEFCOL et de la STO soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg

Annexe 1 : Rapport du RPPB
Pièce jointe 1 : Rapports de l'IBAN + états financiers

1 annexe
1 pièce jointe

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



**BUREAU DE LA PLANIFICATION
RAPPORTS
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2020
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)
ET DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NADEFCOL),
AINSI QUE SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2020 RECTIFIÉS
DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)**

**Rapport du Bureau de la planification
et de la politique générale des ressources (RPPB)**

Références :

- | | | |
|----|-----------------|---|
| A. | IBA-A(2021)0059 | Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2020 de l'État-major militaire international (EMI) |
| B. | IBA-A(2021)0060 | Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2020 du Collège de défense de l'OTAN (NADEFCOL) |
| C. | IBA-A(2021)0113 | Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2020 rectifiés de l'Organisation pour la science et la technologie (STO) |
| D. | C-M(2015)0025 | Règlement financier de l'OTAN |
| E. | PO(2015)0052 | Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte |

INTRODUCTION

1. Le présent rapport du RPPB concerne les rapports du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers 2020 de l'État-major militaire international (EMI) et du Collège de défense de l'OTAN (NADEFCOL), ainsi que sur l'audit des états financiers 2020 rectifiés de l'Organisation pour la science et la technologie (STO). L'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité pour l'EMI et le NADEFCOL, et une opinion sans réserve sur les états financiers rectifiés et sur la conformité pour la STO (voir documents de référence A, B et C).

OBJET

2. Le présent rapport appelle l'attention sur les éléments les plus importants des rapports de l'IBAN (documents de référence A, B et C) afin que le RPPB puisse réfléchir aux questions d'ordre stratégique découlant de l'audit des états financiers des entités concernées et, s'il y a lieu, recommander au Conseil une ligne de conduite propre à accroître la transparence, à améliorer le compte rendu et à renforcer la cohérence.

EXAMEN DE LA QUESTION

3. À l'issue de l'audit des états financiers 2020 des trois entités faisant l'objet du présent rapport, l'IBAN a formulé au total cinq nouvelles observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur les opinions émises au sujet des états financiers et de la conformité. Une observation, commune aux trois entités, a trait à la nécessité de fournir une information financière et budgétaire complète, tandis que les deux autres observations portent respectivement sur la nécessité pour la STO d'améliorer le processus de contrôle interne et sur la nécessité pour le NADEFCOL de limiter le recours aux espèces. L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents. Il a constaté que, pour l'EMI, trois questions ayant fait l'objet d'observations étaient en cours de traitement, que, pour le NADEFCOL, une question restait à traiter et deux étaient toujours en cours de traitement, et que, pour la STO, quatre questions avaient été traitées, une restait à traiter et trois étaient toujours en cours de traitement.

3.1. Observation 1 pour l'EMI, le NADEFCOL et la STO – L'IBAN a constaté que les informations relatives à la décision des pays de convertir directement une partie des crédits annulables en contributions anticipées étaient présentées dans la note jointe aux états financiers qui concernait les produits constatés d'avance mais pas dans celle qui concernait les sommes à payer, qui englobent les crédits annulables. Même si les informations sur la conversion de crédits annulables en contributions anticipées figuraient bien dans une note, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que les notes jointes aux états financiers donnent toutes les informations voulues au sujet des comptes sur lesquels cette conversion a des répercussions (sommes à payer et produits constatés d'avance par exemple).

3.2. Observation 2 pour le NADEFCOL – L'IBAN a constaté que le NADEFCOL effectuait des paiements en espèces pour défrayer les participants à ses stages et qu'il s'agissait d'une pratique de longue date. Tout en prenant note des progrès accomplis par le NADEFCOL, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le NADEFCOL assure une saine gestion financière de ses liquidités en réduisant le nombre, toujours trop important, des paiements qui sont effectués en espèces pour défrayer les participants aux stages et en recourant à d'autres modes de paiement, tels que les cartes de crédit prépayées et les chèques.

3.3. Observation 2 pour la STO – L'IBAN a relevé des omissions et des erreurs significatives dans les états de l'exécution du budget ainsi que des erreurs dans le tableau des flux de trésorerie. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la STO renforce les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers et veille en particulier à ce que les processus d'établissement, d'examen et de présentation des états financiers soient pleinement documentés et mis en œuvre¹.

¹ Ces erreurs ont été corrigées dans les états financiers rectifiés qui ont été soumis à l'IBAN le 25 juin 2021.

3.4. Suites données par l'EMI aux observations antérieures - Questions en cours de traitement – Afin que la question relative aux prêts temporaires entre entités OTAN présentant des états financiers puisse être considérée comme traitée, l'EMI a modifié les instructions permanentes (SOP), dont la version ainsi révisée est entrée en vigueur en janvier 2021. La question restera considérée comme en cours de traitement jusqu'à ce que l'IBAN puisse vérifier l'application de ces SOP. Par ailleurs, l'EMI doit encore réaliser des progrès notables dans les domaines du contrôle interne, de la gestion des risques et de l'audit interne et améliorer sensiblement l'efficacité de sa politique de gestion des risques.

3.5. Suites données par le NADEFCOL aux observations antérieures - Questions en cours de traitement – Le NADEFCOL doit encore réaliser des progrès dans les domaines du contrôle interne, de la gestion des risques et de l'audit interne et améliorer l'efficacité de sa politique de gestion des risques.

3.6. Suites données par le NADEFCOL et la STO aux observations antérieures - Questions à traiter – Étant donné que les processus actualisés de contrôle interne relatifs aux prêts temporaires entre entités OTAN présentant des états financiers ne figurent toujours pas dans les procédures écrites en vigueur au NADEFCOL et à la STO, la question reste à traiter.

3.7. Suites données par la STO aux observations antérieures - Questions traitées – Pour que les questions ayant fait l'objet d'observations lors de l'audit précédent puissent être considérées comme traitées, la STO a établi ses états financiers de 2020 en utilisant des méthodes comptables uniformes pour ses trois organes exécutifs et elle a amélioré la présentation des états de l'exécution du budget du Bureau du conseiller scientifique (OCS) et du Bureau de soutien à la collaboration (CSO), ainsi que des notes. Elle a aussi revu la note concernant les dépenses de personnel et veillé à ce que les montants figurant dans cette note correspondent bien au montant qui apparaît dans l'état de la performance financière. Par ailleurs, pour qu'une question ayant fait l'objet d'observations lors de l'audit des états financiers de 2017 puisse être considérée comme traitée, la STO a actualisé les processus de travail relatifs à l'emploi des consultants sur la base du Règlement du personnel civil (RPC) de l'OTAN.

3.8. Suites données par la STO aux observations antérieures - Questions en cours de traitement – S'agissant de l'observation portant sur la comptabilisation des navires de la STO à leur juste valeur, l'IBAN a constaté que la STO avait fourni dans ses états financiers des informations supplémentaires relatives au statut, aux rôles et aux responsabilités en matière de garde des navires. Comme il l'a indiqué dans son rapport (document de référence C), l'IBAN réexaminera cette question dans le cadre de son audit des états financiers 2021 de la STO. Bien qu'elle ait accompli des progrès, la STO doit encore apporter des améliorations dans les domaines du contrôle interne, de la gestion des risques et de l'audit interne.

3.9. Suites données aux observations antérieures - Questions en cours de traitement ou à traiter depuis plus de trois ans – De manière générale, le RPPB est préoccupé par les opinions avec réserve et par les observations adressées à toutes les entités OTAN présentant des états financiers qui ne reçoivent pas la suite voulue, en particulier lorsqu'elles remontent à plus de trois ans. S'agissant des états financiers de l'EMI, du NADEFCOL et de la STO, le RPPB note que l'IBAN a émis des opinions sans réserve pour ces trois entités et qu'en l'occurrence, la seule inquiétude concerne une observation remontant à plus de trois ans à laquelle la STO n'a toujours pas donné la suite voulue. À ce propos, il a invité le Bureau OTAN des ressources (NOR) (Secrétariat international) à lui faire savoir, après avoir consulté l'IBAN, s'il y avait lieu, pour que l'observation reçoive la suite voulue, que celle-ci soit examinée une fois encore avec l'organe de direction et/ou de gouvernance de la STO ou que le RPPB formule des recommandations plus ciblées à l'intention du Conseil. Le paragraphe suivant traite de l'observation en question.

3.9.1. Suites données par la STO aux observations antérieures - Question en cours de traitement depuis plus de trois ans – À l'issue de son audit des états financiers de 2014, l'IBAN avait formulé une observation sur la nécessité d'adapter les pratiques comptables du CMRE à son statut d'entité financée par le client et d'améliorer la comptabilité de gestion par projet. Dans son rapport, l'IBAN indique que la mise en place d'une comptabilité par projet a progressé l'année dernière. Cependant, on n'en est pas encore à un système complètement intégré, qui s'appuie sur des processus formels et traçables aux fins du rapprochement des données relatives à l'avancement des projets et des données financières. En particulier, il faut encore faire en sorte que les données de comptabilisation horaire (Replicon) puissent être rapprochées des budgets alloués aux projets. Le RPPB prend note des progrès réalisés mais, étant donné que l'observation remonte à 2014, il recommande à la STO d'accélérer le processus de résolution de ce problème. Et il recommande au Conseil d'inviter la STO à lui communiquer, en même temps que ses commentaires relatifs au rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers de 2021, un plan d'action correctif clair, assorti d'échéances, sur ce qui sera fait pour donner suite à cette recommandation.

CONCLUSIONS

4. L'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers de 2020 et sur la conformité pour l'EMI et le NADEFCOL, et une opinion sans réserve sur les états financiers 2020 rectifiés et sur la conformité pour la STO. Cinq nouvelles observations ont été formulées concernant les états financiers de ces trois entités. Aucune d'elles n'a eu d'incidence sur les opinions émises. À la date de l'établissement des trois rapports de l'IBAN sur les états financiers de 2020, dix questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits restaient à traiter ou étaient en cours de traitement et quatre avaient été traitées.

5. L'IBAN a recommandé à l'EMI, au NADEFCOL et à la STO de faire en sorte que, si des crédits annulables sont convertis en contributions anticipées, les notes jointes aux états financiers donnent des informations pertinentes et suffisantes au sujet des comptes (sommes à payer et produits constatés d'avance par exemple) sur lesquels cette conversion

a des répercussions. Par ailleurs, il a recommandé au NADEFCOL de limiter le recours aux espèces et à la STO d'améliorer le processus de contrôle interne. Le RPPB souscrit à ces recommandations de l'IBAN.

6. S'agissant des observations formulées par l'IBAN à l'issue d'audits précédents, le RPPB prend note des progrès réalisés par l'EMI, le NADEFCOL et la STO et souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que ces trois entités mettent à jour les procédures écrites relatives aux prêts temporaires entre entités OTAN présentant des états financiers et continuent d'apporter des améliorations dans les domaines du contrôle interne, de la gestion des risques et de l'audit interne et de renforcer l'efficacité de leur politique de gestion des risques. Pour ce qui est de la comptabilisation des navires de la STO à leur juste valeur, le RPPB prend note des progrès accomplis par la STO et note que l'IBAN réexaminera cette question dans le cadre de son audit des états financiers 2021 de la STO.

7. En ce qui concerne la recommandation que l'IBAN avait adressée au CMRE à l'issue de son audit des états financiers de 2014, le RPPB recommande au CMRE de mettre au point une méthode lui permettant de déterminer les coûts par projet (excédent ou déficit), et notamment les frais généraux imputables sur chacun d'eux. Par ailleurs, il exhorte le CMRE à tout mettre en œuvre pour que cette question puisse être considérée comme traitée en 2021 et il lui demande pour ce faire de mettre en place, pour la comptabilité par projet, un système complètement intégré, qui s'appuie sur des processus formels et traçables aux fins du rapprochement des données relatives à l'avancement des projets et des données financières. À ce sujet, le RPPB recommande au Conseil d'inviter la STO à lui communiquer, en même temps que ses commentaires relatifs au rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers de 2021, un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui sera fait pour donner suite à cette recommandation.

RECOMMANDATIONS

8. Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) recommande au Conseil :

- 8.1. de prendre note du présent rapport ainsi que des rapports de l'IBAN (documents de référence A, B et C) ;
- 8.2. d'approuver les conclusions formulées aux paragraphes 4 à 7 du présent rapport ;
- 8.3. d'inviter la STO à lui communiquer, en même temps que ses commentaires relatifs au rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers de 2021, un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui sera fait pour donner suite à la recommandation en souffrance ;
- 8.4. d'autoriser la communication au public des états financiers 2020 de l'EMI et du NADEFCOL, des états financiers 2020 rectifiés de la STO, des rapports de l'IBAN correspondants ainsi que du présent rapport, en vertu de la politique agréée dans le document de référence E.



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION
ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS
COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

NATO SANS CLASSIFICATION

PIÈCE JOINTE 1
C-M(2022)0005

IBA-A(2021)0059
15 juin 2021

- À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Directeur général de l'État-major militaire international
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Secrétariat et finances du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) concernant l'audit des états financiers de l'État-major militaire international (EMI) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 – IBA-AR(2021)0014***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de l'EMI ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2020.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international
des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers
de l'État-major militaire international (EMI)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2020**

L'État-major militaire international (EMI), état-major principal du siège de l'OTAN, est l'organe exécutif du Comité militaire, la plus haute instance militaire de l'OTAN. L'EMI a pour rôle de fournir au Comité militaire des avis militaires stratégiques et un soutien administratif. Il est également chargé de veiller à ce que les politiques et décisions du Comité militaire soient appliquées par les organismes OTAN voulus.

Le groupe de budgets de l'EMI en tant qu'entité présentant des états financiers englobe, outre l'EMI lui-même, les éléments suivants :

- le Bureau OTAN de normalisation (NSO), bureau indépendant composé de personnel militaire et de personnel civil, placé sous la responsabilité d'un directeur et chargé de lancer, de coordonner, de soutenir et d'administrer les activités de normalisation menées sous l'autorité du Comité OTAN de normalisation ;
- le programme d'ouverture de l'EMI, qui couvre les activités de partenariat menées avec des pays d'Afrique du Nord (Dialogue méditerranéen), avec des pays du Moyen-Orient (Initiative de coopération d'Istanbul), et avec l'Afghanistan, l'Iraq, le Pakistan et l'Union africaine (Autres coopérations militaires).

Les états financiers de l'EMI, du NSO et du programme d'ouverture sont réunis en un tout qui fait l'objet du présent rapport.

Le montant total des dépenses pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est établi à 26,6 millions d'euros.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé une observation, assortie d'une recommandation. L'observation, qui n'a eu pas d'incidence sur l'opinion émise, porte sur le point suivant :

1. Nécessité de présenter une image fidèle de la conversion de crédits annulables en contributions anticipées

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées lors des précédents audits, et il a constaté que les trois questions étaient en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à l'EMI, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

11 juin 2021

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL
(EMI)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2022)0009 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Audit des états financiers

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'État-major militaire international (EMI) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2020. Diffusés sous la cote IMSTAM(FC)-0014-2021 et soumis à l'IBAN le 29 mars 2021, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2020, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de l'EMI au 31 décembre 2020 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN (NFR) prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le NFR. Les états financiers de l'EMI sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il ne soit pas réaliste de procéder de la sorte.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une

collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le NFR et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le NFR ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant les états financiers est responsable et tenu comptable de la gestion financière, qui doit être saine. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 11 juin 2021



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé une observation, assortie d'une recommandation.

L'observation, qui n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité, porte sur le point suivant :

1. Nécessité de rendre compte fidèlement de la conversion de crédits annulables en contributions anticipées

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées lors des précédents audits, et il a constaté que les trois questions étaient en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à l'EMI, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

1. NÉCESSITÉ DE PRÉSENTER UNE IMAGE FIDÈLE DE LA CONVERSION DE CRÉDITS ANNULABLES EN CONTRIBUTIONS ANTICIPÉES**Contexte**

1.1 Aux termes de l'article 34.1 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), « les organismes OTAN adoptent des prescriptions comptables et des normes de compte rendu conformes au cadre comptable OTAN, tel qu'approuvé par le Conseil ». Ce cadre comptable est une version adaptée des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS), publiées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public.

1.2 En application de l'article 6 du NFR, le conseiller financier principal du directeur général de l'EMI est le contrôleur des finances de l'organisme. Celui-ci exerce la responsabilité des questions financières au nom du directeur général de l'EMI. Le même article du NFR dispose qu'il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

1.3 Aux termes du paragraphe 11 des règles et procédures financières (FRP) XXIX, « *[t]outes les autorisations annulées doivent être restituées aux pays. De tels remboursements sont opérés par déduction sur le premier appel de contributions suivant la présentation des états financiers.* »

1.4 Aux termes du préambule du NFR (dans la section 1 (Dispositions générales)), « *[l]e Comité des budgets peut accorder des dérogations expresses et temporaires aux dispositions des [...] FRP* ».

1.5 D'après le paragraphe 27 de l'IPSAS 1, les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'entité. La présentation d'une image fidèle nécessite de représenter sincèrement les effets des opérations, les autres événements et les circonstances, selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges énoncés dans les IPSAS. L'application des IPSAS, conjuguée si nécessaire à la présentation d'informations complémentaires dans les notes jointes aux états financiers, est présumée déboucher sur l'établissement d'états financiers qui donnent une image fidèle des éléments précités.

1.6 D'après le paragraphe 29 de l'IPSAS 1, pour présenter une image fidèle, l'entité doit, en plus de respecter les IPSAS applicables, donner des indications – notamment en exposant ses méthodes comptables – propres à fournir une information pertinente, fiable, comparable et compréhensible.

Constatations

1.7 En décembre 2020, en raison des difficultés et des incertitudes créées par la pandémie de COVID-19, les pays ont décidé de convertir une partie des crédits annulables de 2020 en contributions anticipées à imputer sur le budget des entités et programmes de la structure de commandement de l'OTAN (NCSEP) approuvé pour 2021 (voir BC-D(2020)0176-FINAL). Cette décision a eu des répercussions sur la manière dont plusieurs titulaires de budget des NCSEP ont présenté les crédits annulables et les avances dans leurs états financiers au 31 décembre 2020.

1.8 L'IBAN a constaté que les titulaires de budget des NCSEP n'avaient pas tous appliqué le même traitement comptable aux crédits annulables et aux avances, ni fourni les mêmes informations à ce sujet dans les notes jointes à leurs états financiers. Les utilisateurs des états financiers pourraient de ce fait éprouver des difficultés à comparer les états financiers des entités OTAN concernées, ce qui n'est pas conforme à l'IPSAS 1.

1.9 Dans la note 8 (*Produits constatés d'avance*) jointe à ses états financiers de 2020, l'EMI a indiqué ce qui suit à ce sujet : « *Les produits à court terme constatés d'avance consistent principalement en des contributions versées par anticipation pour l'exercice suivant, elles-mêmes correspondant pour partie à des crédits annulables, et en des crédits reportés pour lesquels des charges seront portées en compte après la date de clôture. Les pays ont décidé que, sur l'ensemble des crédits annulables, qui représentent 4,5 MEUR d'après l'état de l'exécution du budget figurant à l'annexe 1, un montant de 4,2 MEUR sera converti en avances pour 2021, à titre exceptionnel.* »

1.10 L'audit a montré que l'EMI n'avait pas mentionné cette décision dans la note 7 (*Sommes à payer*). Cette note indique seulement ceci : « *les sommes à payer aux pays sont des crédits qui n'ont pas été utilisés ou des recettes diverses à restituer aux pays. Ces sommes englobent des crédits annulables, des recettes diverses correspondant à des produits d'exploitation ou à des produits financiers ou bien trouvant leur origine dans des appels de contributions incorrects* ». L'IBAN estime que cette information est imparfaite

parce qu'il n'est pas rendu compte des circonstances particulières ni de la décision qui ont conduit à traiter de la sorte les crédits annulables de 2020.

1.11 Dans la note 8, l'EMI a indiqué que, sur l'ensemble des crédits annulables, qui représentent 4,5 MEUR, des crédits d'un montant de 4,2 MEUR avaient été convertis en avances à imputer sur le budget approuvé pour 2021. Or cette information est également pertinente pour les utilisateurs des états financiers qui lisent la note 7, puisque celle-ci contient des informations sur les crédits annulables à restituer aux pays.

Recommandation

1.12 L'IBAN recommande à l'EMI de faire en sorte que, si les pays décident à nouveau de convertir directement des crédits annulables en contributions anticipées, les notes jointes aux états financiers donnent toutes les informations voulues au sujet des comptes sur lesquels cette décision aura des répercussions (sommes à payer ou produits constatés d'avance par exemple).

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et des mesures prises par l'entité (dans la mesure où elles ont été examinées par l'IBAN) ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>(1) EMI – Exercice 2019 IBA-AR(2020)0005, paragraphe 1</p> <p>EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES DE L'EMI</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que l'EMI renforce ses procédures de gestion des risques afin de garantir leur efficacité conformément à l'art. 11 du NFR, et demande par ailleurs que l'auditeur interne de l'EMI procède à une évaluation, conformément aux FRP XI (5), à des fins de contrôle et de validation.</p>	<p>Une nouvelle politique de gestion des risques a été approuvée et signée par le directeur général de l'EMI le 18 juin 2020. L'organisme a mis en place un cadre de gestion des risques qui suit les orientations établies dans cette politique et définit un format standardisé pour l'ensemble de ses services. La</p>	<p>Question en cours de traitement.</p>

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0014

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2022)0009 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
	<p>politique fixe les critères de renvoi des problèmes au niveau supérieur et la composition d'un comité de gestion des risques, et elle est donc conforme à toutes les recommandations formulées par l'audit interne en 2019.</p> <p>L'EMI compte demander à son auditeur interne de procéder à une évaluation à des fins de suivi et de validation en 2021.</p>	
<p>(2) EMI – Exercice 2019 IBA-AR(2020)0005, paragraphe 2</p> <p>PRÊTS TEMPORAIRES ENTRE ENTITÉS OTAN PRÉSENTANT DES ÉTATS FINANCIERS</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que l'EMI clarifie le processus de contrôle interne relatif à l'approbation et au paiement de prêts temporaires, en veillant à ce que ce processus et les conditions correspondantes du prêt soient intégrés dans une procédure écrite approuvée par le directeur général de l'EMI.</p>	<p>L'EMI a modifié les instructions permanentes relatives aux questions budgétaires et financières (IMSSOP-8), dont la version révisée a été approuvée et signée par le directeur général de l'organisme le 4 janvier 2021 et est entrée en vigueur le 15 janvier 2021</p> <p>Comme cette version révisée des instructions permanentes n'a été approuvée qu'en 2021 et que l'IBAN n'a pas encore pu vérifier que son application se traduisait par la définition de conditions concernant la durée des prêts temporaires, les garanties dont ceux-ci sont assortis et les obligations qui incombent aux parties, la question est considérée comme étant « en cours de traitement ».</p>	<p>Question en cours de traitement.</p>
<p>(3) EMI – Exercice 2017 IBA-AR(2018)0005, paragraphe 1</p> <p>NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DU CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET DE L'AUDIT INTERNE</p> <p>Recommandation de l'IBAN a) Élaborer une politique de gestion des risques, notamment du risque financier, qui soit applicable à toute l'entité ; b) Consigner par écrit les procédures de contrôle interne et de gestion des risques</p>	<p>a) Question traitée. Voir IBA-AR(2019)0008.</p> <p>b) Un cadre de contrôle interne a été établi par le Bureau du contrôleur des</p>	<p>Question en cours de traitement.</p>

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0014

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2022)0009 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>en place pour les principaux processus opérationnels de l'EMI et évaluer la conformité avec le cadre de contrôle interne choisi ;</p> <p>c) Améliorer la communication des informations dans la déclaration sur le contrôle interne afin d'en assurer la conformité avec les FRP XII ;</p> <p>d) Effectuer un audit interne, en recourant à l'externalisation si cette option est jugée plus appropriée, aux fins d'une évaluation complète de l'efficacité du système de contrôle interne et de gestion des risques dans l'ensemble de l'entité.</p>	<p>finances de l'EMI et présenté à la commission consultative sur l'audit à sa réunion du 8 décembre 2020. Il a été approuvé officiellement et signé par le directeur général de l'EMI le 14 janvier 2021.</p> <p>La conformité avec ce cadre doit faire l'objet d'une évaluation par l'audit interne. Lors de la préparation de cette évaluation, l'auditeur interne a analysé le cadre en décembre 2020 et, conformément aux orientations du COSO (<i>Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission</i>), il a inventorié les contrôles internes en place qui portent sur les principaux processus opérationnels de l'EMI, afin d'envisager les risques y associés.</p> <p>Question en cours de traitement.</p> <p>c) Question traitée. Voir IBA-AR(2019)0008.</p> <p>d) Cette recommandation concerne à la fois le système de contrôle interne et la politique de gestion des risques de l'EMI.</p> <p>Comme indiqué dans le rapport sur l'audit des états financiers 2019 de l'EMI (IBA-AR(2020)0005), l'auditeur interne de la NCIA a procédé à une évaluation complète de l'efficacité de la politique de gestion des risques de l'EMI, comme prévu dans le plan d'audit interne 2019 de l'organisme.</p> <p>En 2020, la fonction d'audit interne a inventorié les contrôles internes en place par référence aux principes COSO, afin de préparer l'audit interne qui portera sur l'efficacité du système de contrôle interne. Elle prévoit de continuer d'aider l'EMI en 2021 en lui fournissant un questionnaire d'autoévaluation sur l'efficacité du système de son contrôle interne et en analysant les réponses qui y seront apportées.</p> <p>Question en cours de traitement.</p>	

**COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)
SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES
AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)****OBSERVATION N° 1 :
NÉCESSITÉ DE PRÉSENTER UNE IMAGE FIDÈLE DE LA CONVERSION DE CRÉDITS
ANNULABLES EN CONTRIBUTIONS ANTICIPÉES*****Commentaires officiels de l'EMI***

L'EMI ne souscrit pas entièrement à la recommandation.

Des informations pertinentes et suffisantes ont été fournies dans la note 8 (Produits constatés d'avance) jointe aux états financiers pour expliquer la conversion de crédits annulables en contributions anticipées. Les notes jointes aux états financiers doivent être considérées comme un tout. C'est pourquoi l'EMI a jugé qu'il n'était pas nécessaire de mentionner les mêmes informations dans la note 8, où elles avaient davantage leur place, et dans la note 7 (Sommes à payer).

Position de l'IBAN

L'IBAN estime que les informations expliquant la conversion de crédits annulables en contributions anticipées qui ont été fournies dans les notes jointes aux états financiers 2020 de l'EMI ne sont pas suffisantes. En effet, la note 7 indique que « *les sommes à payer aux pays [...] englobent des crédits annulables* », sans préciser qu'elles ne comprennent pas les crédits annulables qui, comme décidé dans le BC-D(2020)0176-FINAL, ont été convertis en contributions versées par anticipation en 2020. Dès lors, l'IBAN maintient sa recommandation.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES***Commentaires officiels de l'EMI***

Nous souscrivons à l'évaluation que l'IBAN a faite de l'état des différentes questions ayant fait l'objet d'observations à la suite des audits précédents, et nous nous attachons à appliquer les recommandations qui n'ont pas encore été mises en œuvre.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



INTERNATIONAL MILITARY STAFF
ETAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL



29 March 2021

IMSTAM(FC)-0014-2021

CHAIR, INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS FOR NATO (IBAN)

INTERNATIONAL MILITARY STAFF (IMS) FINANCIAL STATEMENTS 2020

1. Please find attached the 2020 International Military Staff (IMS) Financial Statements, issued in accordance with NATO Financial Regulation (NFR) Article 35.1.
2. I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures (FRP) XXXV (4), the IMS can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been issued, but should be presented to Council no later than 31 August 2021 (NFR 15.2). As such, the IMS is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The IMS therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.

RUI M.M. DA SILVA
PRTC
Financial Controller
International Military Staff &
Science and Technology Organisation

Enclosure:

1. IMS Financial Statements FY 2020

Copy To: DIRECTOR NHQC3S, DIRECTOR CS, DIRECTOR NSO, EXCO,
MA DGIMS, FC, RECORDS

Action Officer: Ms A. MUEFFKE, Principal Administrator (Finance) to FC IMS, (4593)



INTERNATIONAL MILITARY STAFF (IMS) FINANCIAL STATEMENTS 2020



Table of Contents

Introduction 3

Statement on Internal Control FY 2020..... 4

IMS Statement of Financial Position as at 31 December 2020 7

IMS Statement of Financial Performance for the year ended 31 December 2020 8

IMS Cash Flow Statement for the year ended 31 December 2020 9

IMS Statement of Changes in Net Assets for the year ended 31 December 2020..... 10

Notes..... 11

 1 Significant accounting policies..... 11

 2 Cash and cash equivalents 16

 3 Receivables..... 16

 4 Prepayments 17

 5 Property, plant and equipment 17

 6 Intangible assets 18

 7 Payables..... 18

 8 Deferred revenue 19

 9 Revenue 19

 10 Personnel expenses..... 19

 11 Contractual supplies and services 21

 12 Related parties 21

 13 Representation Allowance..... 22

 14 Morale and Welfare Activities 22

 15 Events after reporting date 22

ANNEX 1..... 23

IMS Budget Execution Statement for the year ended 31 December 2020 23

ANNEX 2..... 25

NATO-Iraq Trust Fund Status as at 31 December 2020 25

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2022)0009 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

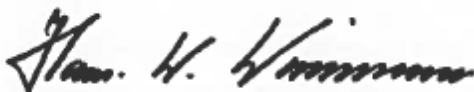
Introduction

The IMS provides strategic and military advice and staff support to the Military Committee (MC), which advises the North Atlantic Council (NAC) on military aspects of policy, operations and transformation within the Alliance. It is responsible for preparing assessments and analysis on NATO military issues, identifying areas of strategic and operational interest, and proposing courses of action. It also ensures that the appropriate NATO military bodies implement NATO decisions and policies on military matters.

The IMS 2020 Financial Statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework, based on the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations (NFRs). They are presented in a commonly adopted layout. The expenses are charged over three budgets covering the IMS (Budget Code – BC 301), NATO Standardization Office (NSO) (BC 302) and Outreach (BC 501). The current status of the NATO-Iraq Trust Fund is presented in Annex 2 to the financial statements. The budgetary expenses are recorded on an accrual basis, i.e. in the period in which the goods or services are delivered. Any exception to that principle is outlined in Annex 1 to the financial statements, which provides a comparison between the Budget Execution and IPSAS.

The IMS Financial Controller (FC) is also the FC of the Science and Technology Organization (STO) and the NATO Defense College (NDC). The IMS, STO and NDC are therefore related parties under a common Financial Controller.

Throughout 2020, the Military Committee supported by the International Military Staff continued to operate throughout the challenges posed by the pandemic. The NATO Military Authorities played a crucial role in countering and halting the spread of coronavirus. IMS supported the creation and approval of Operational Allied Hand and the establishment of a pandemic trust fund. While optimal delivery was hampered, NATO Headquarters Consultation, Command and Control Staff (NHQC3S) and NSO adapted and sustained activities throughout the pandemic. COVID-19 had a significant impact on the IMS Outreach Programme budget execution, partially delegated to the NDC, as the majority of the events and visits after March 2020 were cancelled. The effects of such an unpredictable event and the consequent changes in plans are clearly visible in these financial statements along with the increased amount of lapsed budget credits in 2020. Still, despite the pandemic constraints, interoperability between Allies and Partners was maintained and the key objectives of Deterrence and Defence have been achieved.



Hans-Werner Wiermann
Lieutenant General, German Army
Director General
International Military Staff



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

Statement on Internal Control FY 2020

The Director General, International Military Staff (DGIMS), exercises overall responsibility for IMS risk management and internal control systems, in accordance with Articles 11.1 and 12.1 of the NATO Financial Regulations (NFRs).

The IMS Financial Controller is responsible for financial risk management and for establishing financial risk management standards (NFR Financial Rules and Procedures XI.3 and XI.4). In addition, the Financial Controller is responsible for the system of internal financial and budgetary control (NFR 12.2).

The systems of risk management and internal financial control are based on an on-going process designed to identify the principal risks to the achievement of IMS policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. This process has been in place for the year ended 31 December 2020 and up to the date of these financial statements.

The systems of risk management and internal financial control are designed to manage and minimize rather than entirely eliminate risk at the IMS. Risk management and internal financial controls can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the IMS include risks to IMS operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets.

The risk management and financial control processes at the IMS provide a network of internal controls that can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. Measures for the promotion of ethical values include: IMS participation in the NATO-wide 'Building Integrity' initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all IMS staff; and disclosures on any senior management related party transactions in our annual financial statements.

Oversight is provided by the NATO Military Committee (MC), supported by various subcommittees, who routinely scrutinize IMS Senior Management reports on strategic operational matters.

On financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to and reviewed by the NATO Budget Committee twice per year. In addition, IMS financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the nations at various oversight fora.

The Audit Advisory Panel (AAP) makes periodic assessments as to whether Internal Audit is properly resourced and has the appropriate standing. It reviews, provides input to and endorsement of, internal audit planning. It reviews the findings and recommendations of Internal Audit and the IBAN, and reviews management responses and follow-up actions.

The AAP provides DGIMS with an annual report which includes an assessment on the effectiveness of risk management, internal control, and external financial reporting, along with advice and recommendations for DGIMS.

An IMS Internal Control Framework (ICF) was adopted by the Audit Advisory Panel on 8 December 2020 and approved by DGIMS on 14 January 2021. The ICF is based on COSO's Internal Control – Integrated Framework (2013).

The current management structure of the IMS was reviewed by a panel of military experts in support of the Military Committee and was re-established under the authority of the NATO Secretary General in May 2016. An internal review is currently on-going to assess the necessary changes required to the personnel structure to achieve the IMS goals and objectives. The overall structure of the IMS incorporates clearly defined responsibilities and authorities in the pursuit of operational objectives.

Risk Assessment

DGIMS has appointed a Risk Management coordinator in accordance with NFR Article 11. He has established a Risk Management Board (RMB) which shall prepare documentation for optimal decision making at the Executive Management Board (EMB). The RMB ensures that risk management is conducted thoroughly and consistently across all IMS divisions in accordance with the updated Risk Management Policy. The EMB regularly monitors actions mitigating the significant risks identified.

Control Activities

The IMS operates a 'Tasker Tracker' mechanism; the mechanism uses software to launch, monitor and control ongoing progress towards management's operational requirements, in accordance with deadlines and operational priorities.

In the financial domain, the IMS finance and accounting system (FinS) has built-in approval workflows and controls, together with audit trails. The controls are designed in order that transactions are recorded consistently, accurately and in accordance with applicable rules and regulations.

IMS leadership is supported by the Executive Management Board which meets on a routine basis to review internal processes and to inform decision making.

Information and Communication

IMS internal communications are enhanced by strong reporting lines, based on military principles. The IMS has an extensive standard operating policy on the management of information and communications. This provides for effective communications in pursuit of operational objectives.

Communication also provides for the effective functioning of internal control. The Audit Advisory Panel, for example, reports to the Director General.

The IMS communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms via the Statement on Internal Control, which is included with

the annual financial statements. External audits include examinations of internal controls and compliance. The results of these audits are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

Monitoring

An outsourced Internal Audit service provider is engaged on a periodic basis, to undertake internal audit assignments. The IMS is also subject to annual external audit from the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

Recommendations and observations arising from audits are assessed by the Audit Advisory Panel reporting to the Director General. The results are then assessed by the Executive Management Board, who initiate any appropriate actions.

The Director General of the IMS and the Financial Controller have a collective responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. Our review is informed by the above five COSO components and by the work of IMS Senior Managers, external audits and internal audits.

No significant issues regarding financial or operational matters were raised in 2020 during the IBAN external audit of the IMS Financial Statements 2019, resulting in an unqualified opinion. IBAN observed on the need for strengthening of risk management procedures and clarification of the internal control process related to the temporary shortfall of funds in IMS Budget Group entities. IMS has strengthened the IMS Risk Management Policy in 2020 and adopted an internal control framework. The standard operating procedures for budgetary and financial matters were updated for strengthening and clarification in 2020.

In 2020, the internal auditor of the NCIA Agency has mapped the internal control processes at the IMS to compare with best practice. The next step is to conduct a formal internal control self-assessment survey in order to evaluate the effectiveness of the internal control system throughout the IMS.

Overall, we are satisfied that the risk management and internal financial control systems in operation across the IMS during the year 2020 were reasonably adequate and effective, while acknowledging the need for a formally documented assessment of internal control to be undertaken in 2021.



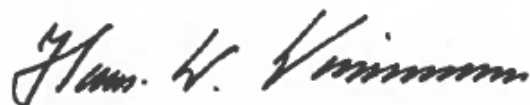
Hans-Werner Wiermann
Lieutenant General, German Army
Director General
International Military Staff



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

IMS
Statement of Financial Position
as at 31 December 2020
(in EUR)

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Assets			
Current Assets			
	Notes		
Cash and cash equivalents	2	14,908,730	11,025,871
Receivables	3	10,846	63,674
Prepayments	4	853,738	892,378
		<u>15,773,314</u>	<u>11,981,923</u>
Non-current Assets			
Property, plant and equipment	5	53,218	14,207
Intangible assets	6	50,469	82,797
		<u>103,687</u>	<u>97,004</u>
Total Assets		<u>15,877,001</u>	<u>12,078,927</u>
Liabilities			
Current Liabilities			
Payables	7	3,146,346	5,197,878
Deferred revenue	8	12,595,780	6,784,045
		<u>15,742,126</u>	<u>11,981,923</u>
Non-current Liabilities			
Deferred revenue	8	134,875	97,004
Total Liabilities		<u>15,877,001</u>	<u>12,078,927</u>



Hans-Werner Wiermann
Lieutenant General, German Army
Director General
International Military Staff



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

The notes on pages 11 to 22 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 29 March 2021.

IMS
Statement of Financial Performance
for the year ended 31 December 2020
(in EUR)

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
	Notes		
Revenue			
Revenue	9	26,565,871	27,856,509
Total Revenue		<u>26,565,871</u>	<u>27,856,509</u>
Expenses			
Personnel	10	11,523,459	11,016,358
Contractual supplies and services	11	14,990,431	16,768,478
Depreciation and amortization	5,6	51,980	71,673
Total Expenses		<u>26,565,871</u>	<u>27,856,509</u>
Surplus/(Deficit) for the period		<u>-</u>	<u>-</u>

IMS
Cash Flow Statement
for the year ended 31 December 2020
(in EUR)

		<u>2020</u>	<u>2019</u> <u>Restated</u>
Cash Flows from operating activities	Notes		
Surplus/(Deficit) for the period		-	-
Non-cash movements			
Depreciation and amortization	5,6	51,980	71,673
(Decrease)/Increase in payables		(2,051,532)	(1,521,787)
(Decrease)/Increase in other current liabilities		5,811,735	(193,080)
(Increase)/Decrease in receivables		52,828	(8,021)
(Increase)/Decrease in other current assets		38,640	(78,497)
(Decrease)/Increase in long-term provisions		37,871	(23,261)
Net cash flows from operating activities		<u>3,941,522</u>	<u>(1,752,972)</u>
Cash flows from investing activities			
Purchase of property, plant and equipment	5	(58,663)	(48,413)
Net cash flows from investing activities		<u>(58,663)</u>	<u>(48,413)</u>
Cash flows from financing activities			
Cash out from IMS BG transfer	2	(400,000)	(1,650,000)
Cash in from IMS BG transfer		400,000	1,650,000
Net cash flows from financing activities		<u>-</u>	<u>-</u>
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents		<u>3,882,859</u>	<u>(1,801,385)</u>
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		11,025,871	12,827,256
Cash and cash equivalents at the end of the period	2	14,908,730	11,025,871

IMS
Statement of Changes in Net Assets
for the year ended 31 December 2020
(in EUR)

Balance at 31 December 2018	-
Surplus/(Deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2019	<u>-</u>
Balance at 31 December 2019	-
Surplus/(Deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2020	<u>-</u>
Balance at 31 December 2020	<u>-</u>

Notes

1 Significant accounting policies

1.1 Basis of preparation

The IMS Financial Statements 2020 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework. This accounting framework is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the associated Financial Rules and Procedures (FRPs) as well as with IMS directives and policies.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January 2020 to 31 December 2020.

The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period. The principle accounting policies are set out below.

1.2 Accounting estimates and judgements

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

1.3 Changes in accounting policy and standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2020 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period. Within the cash flow statement, a presentational change has been made to show cash transfers within the IMS Budget Group which have a net effect of zero.

1.4 Changes in pronouncements

At the date of authorisation of these financial statements, the IMS has not applied the following new and revised IPSAS that have been issued but are not yet effective. The effective dates of the following have been deferred due to COVID-19:

- IPSAS 41 Financial Instruments
- IPSAS 42 Social Benefits
- Long-term Interests in Associates and Joint Ventures (Amendments to IPSAS 36) and Prepayment Features with Negative Compensation (Amendments to IPSAS 41)
- Collective and Individual Services (Amendments to IPSAS 19)
- Improvements to IPSAS, 2019

It is not expected that the adoption of these standards will have a material impact on the financial statements of the IMS in future periods.

1.5 Foreign currency transactions

These financial statements are prepared in euro, which is the functional and reporting currency of the IMS. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the transaction date in the general ledger. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies are assessed for materiality and if material are translated into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2020. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of Financial Position and Performance. An assessment was made of all assets and liabilities in foreign currencies as at 31 December 2020. The amount of unrealized gains is deemed immaterial.

1.6 Consolidation

Consolidated financial statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities.

While Morale and Welfare activities are under the control of the head of the NATO body, in accordance with the NATO Accounting Framework departure from IPSAS 6, they have not been consolidated into these financial statements. A separate activity report is submitted to the Budget Committee as required by the NFRs, and summary information is presented in Note 14.

1.7 Services in-kind

The IMS received services in-kind in the form of military personnel provided by the NATO nations. Such personnel are assigned to specific, military positions on the Peacetime Establishments (PE) of the IMS (see Note 10). In these financial statements, services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

1.8 Financial instruments

The IMS uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include: cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at their fair value.

Credit Risk: In the normal course of business, the IMS incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. The IMS manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;
- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2020 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the statement of financial position. Receivables considered uncollectible are adequately provided for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

Currency risk: The IMS' exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most transactions are in euros.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment of whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because the budget funding mechanism guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk.

Interest rate risk: The IMS is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

1.9 Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee. All other leases are classified as operating leases.

Rentals payable under lease contracts are recognized as an expense in the statement of financial performance on a straight line basis over the lease term.

1.10 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include current bank accounts, deposits held with banks, pre-paid credit cards and other short term highly liquid investments.

1.11 Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

1.12 Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

1.13 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses. Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Full depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Property, plant and equipment is derecognized upon disposal or when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

1.14 Intangible assets

Intangible assets with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated amortization and any recognized impairment losses. Amortization is recognized on a straight line basis over their estimated useful lives. Full amortization is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and amortization method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Intangible assets are derecognized when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated amortization are removed from the accounting records.

1.15 Impairment of tangible and intangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

1.16 Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are initially recognized at their fair value and subsequently measured at amortized cost. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

1.17 Deferred revenue and advances

Deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior years budgets but that have not yet been recognized as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities. Advances are contributions called or received related to future budgets.

1.18 Employee benefits – Post-employment benefits

IMS civilian employees either participate in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or the Coordinated Pension Scheme (NATO Defined Benefit Plan).

The assets and liabilities for all NATO post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff and therefore are not recognized in these financial statements.

Defined Contribution plan: The assets of the plan are held separately from those of IMS in funds under the control of independent trustees or an Administrator. The IMS is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of IMS with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Defined Benefit plan: Employees who joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance.

Continued Medical Coverage: Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage (CMC).

1.19 Revenue recognition

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund the entity's budgets. It is recognized as revenue in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

1.20 Financial result

The financial result represents the net of bank interest earned, bank charges incurred and exchange rate gains and losses due to transactions in foreign currency. It is recognized as a payable to nations in order to return it to the nations.

1.21 Trust funds

The IMS manages the NATO-Iraq Trust Fund on behalf of the contributing nations. NATO recognizes an asset when it controls access to the asset and gains economic benefit or service potential but matches this to an equal liability. In its Statement of Financial Performance, the IMS does not recognize any expenditure or revenue in relation to the trust funds which it does not control.

2 Cash and cash equivalents

(in EUR)	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Petty cash	-	700
Advances	20,000	15,000
Current bank accounts IMS	13,756,627	10,498,478
Current bank accounts NATO-Iraq Trust	138,780	138,780
Cash equivalents	993,324	372,914
Total Cash and Cash Equivalents	<u>14,908,730</u>	<u>11,025,871</u>

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets. Deposits are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. Cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December.

Cash equivalents are held in euros and are funds invested on a short term deposit or business account.

During the year, cash transfers amounting to 400,000 EUR (2019: 1,650,000 EUR) were provided to other entities in the IMS Budget Group in order to cover temporary shortfalls of funds related to the calls for contributions. As at 31 December 2020 all of these cash transfers have been repaid. Within the cash flow statement, a presentational change has been made to show cash transfers within the IMS Budget Group, which have a net effect of zero.

3 Receivables

(in EUR)	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Accrued revenue	456	410
Receivables from third parties	10,389	63,264
Total Receivables	<u>10,846</u>	<u>63,674</u>

Accrued revenue consists of bank interest earned in 2020, but for which the cash is received in 2021.

Receivables from third parties include several invoices for procurement and services on behalf of third parties. Most of the balance is for a VAT reimbursement on the purchase of a new vehicle.

4 Prepayments

(in EUR)	2020	2019
Prepaid expenses	157,550	229,378
Advances and prepayments to suppliers	696,188	663,000
Total Prepayments	853,738	892,378

The most significant element of prepaid expenses is the 2021 portion of the instalments for education allowances that cover the entire school year 2020-2021. The advances relate to the provision of contractually agreed working capital for research projects.

5 Property, plant and equipment

(in EUR)	2020	2019
Cost opening balance	315,961	358,880
Additions	58,663	-
Disposals	(39,634)	(42,919)
Cost closing balance	334,990	315,961
Accumulated depreciation opening balance	301,754	326,473
Current year depreciation	19,652	18,201
Retired depreciation	(39,634)	(42,919)
Accumulated depreciation closing balance	281,773	301,754
Net Carrying Amount	53,218	14,207

The useful life of the vehicles used in the calculation of depreciation is 5 years. The depreciation charge for the year was 19,652 EUR (2019: 18,201 EUR).

In 2020, other than the two vehicles shown in the above table there are no write-offs or disposals of property that meet the disclosure criteria in the NATO Financial Regulations. Proceeds of sale of property plant and equipment amounting to 6,360 EUR were realised in 2020 (2019: 4,793 EUR). They are included under payables to nations to be reimbursed via the call for contribution in the following year.

6 Intangible assets

(in EUR)	Software	
	2020	2019
Cost opening balance	409,043	360,630
Additions	-	48,413
Disposals	-	-
Cost closing balance	409,043	409,043
Accumulated amortization opening balance	326,246	272,773
Current year amortization	32,328	53,473
Accumulated amortization closing balance	358,573	326,246
Net Carrying Amount	50,469	82,797

The useful life of software systems used in the calculation of amortization is 4 years.

The amortization charge for the year was 32,328 EUR (2019: 53,473 EUR).

In general, software is considered to be internally developed, however an assessment is made for each individual case to determine whether the asset can be considered as acquired off-the-shelf.

In 2020, no intangible assets were purchased (2019: 48,413 EUR).

7 Payables

(in EUR)	2020	2019
Payables to suppliers	334,493	586,376
Accruals	2,363,639	3,180,356
Payables to nations	413,791	1,429,049
Other payables	34,423	2,097
Total Payables	3,146,346	5,197,878

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the IMS. The average credit period on purchases is 30 days. The IMS has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

Accruals are mainly related to goods and services received on the scientific projects of the IMS.

The Payables to nations are appropriations that have not been spent or miscellaneous income that are due to the nations. They include lapses, miscellaneous income from operational results, financial results and any budget over and under-calls.

8 Deferred revenue

(in EUR)	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Deferred revenue - carry forwards	457,000	145,265
Deferred revenue - trust funds	138,780	138,780
Advanced contributions for next year	12,000,000	6,500,000
Total current deferred revenue	<u>12,595,780</u>	<u>6,784,045</u>
Investment in PPE and intangible assets	134,875	97,004
Total non-current deferred revenue	<u>134,875</u>	<u>97,004</u>
Total deferred revenue	<u>12,730,655</u>	<u>6,881,050</u>

Current deferred revenue consists mostly of advanced contributions for the next financial year, including lapses, and budget deferred revenue (carry forwards) for which corresponding expenses will be incurred after the reporting date. Exceptionally, nations have decided to convert 4.2MEUR of the 4.5MEUR lapses shown on the budget execution statement in Annex 1, to advances from the nations for 2021.

The deferred revenue for trust funds is the corresponding liability for the cash received by nations to fund the NATO-Iraq Trust Fund (see Annex 2).

Non-current deferred revenue represents the net carrying amount of property, plant and equipment and intangible assets as at 31 December 2020. The revenue will be recognized in the year when the depreciation and amortization expense will be recognized.

9 Revenue

(in EUR)	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Revenue from contributions	26,513,890	27,784,836
Revenue released from deferred revenue	51,980	71,673
Total Revenue	<u>26,565,871</u>	<u>27,856,509</u>

Revenue from contributions is revenue received from the member nations to cover the operational expenses of the IMS.

Revenue released from deferred revenue represents revenue released in respect of property, plant and equipment depreciation and amortization of intangible assets.

10 Personnel expenses

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

Peacetime Establishment (PE):

	Approved PE - IMS	Filled Positions - IMS	Approved PE - NSO	Filled Positions - NSO	Approved PE - IMS and NSO	Positions - IMS and NSO
Civilians (MBC)*	86	78	16	15	102	93
Military	317	282	26	22	343	304
Voluntary National Contribution (VNC)	21	18	-	-	21	18
IS-CIV VNC	25	22	-	-	25	22
National Manpower Overage (NMO)	23	23	-	-	23	23
Host Nation	2	1	-	-	2	1
PFP	11	7	2	1	13	8
Local Wage Rate (LWR)	1	1	-	-	1	1
Civilians (CBC)	16	10	-	-	16	10
Twinned posts (TP)**	4	4	2	1	6	5
Total Ceiling posts	402	360	42	37	444	397
Total Posts	505	446	46	39	551	485

* 1 additional post as result of the application of SMAP-18 (Manpower Guidelines for the Temporary Filling of Established Military NU Posts with NICs. SMAP 18 provides a procedure by which commanders can seek to fill military NU mission essential posts with NICs on a temporary basis - MC-0216-4(AAP-16(D)) approved with IMS PE Change 4 2019

** A twinned post is a post on a Peacetime Establishment (PE) which combines two or more separate posts on one or more PEs where the respective workload does not justify the presence of an incumbent for each post. When two or more International posts are linked as "twinned posts", only one is counted in the International Manpower Ceiling. (MC-0216-4(AAP-16(D)))

The breakdown of salaries and other personnel related expenses is as follows:

(in EUR)	2020	2019
Employment of personnel	10,899,209	10,424,538
Recruitment and separation	87,996	50,744
Clothing	1,200	1,200
Training	36,466	100,139
Post-employment benefits	498,589	439,737
Total expenses	11,523,459	11,016,358

Untaken leave: The balance of untaken leave at the end of 2020 was 1074 days (2019: 576 days) for IMS and 108 days (2019: 93 days) for NSO. The associated cost is recognized as an accrual. The increase in untaken leave is due to the impact of COVID-19 measures and restrictions.

11 Contractual supplies and services

Contractual supplies and services are expenses required for administrative support to the Military Committee. General support expenses mainly include costs for facility and infrastructure operation and maintenance, while mission support is mainly costs for CIS and scientific research contracts. The expenses are further broken down as follows:

(in EUR)	<u>2020</u>	<u>2019</u>
General support	3,512,576	3,761,839
Mission support	10,958,053	11,304,625
Travel transportation	181,362	754,940
Grants and subsidies	336,515	932,025
Miscellaneous costs	1,925	15,049
Total expenses	<u>14,990,431</u>	<u>16,768,478</u>

Operating leases: All leases of the IMS are cancellable and are recognized as an expense on a straight-line basis over the lease term. They have been classified as operating leases as they do not transfer substantially all the risks and rewards incidental to ownership. The classification has been based on the fact that the ownership is not transferred by the end of the lease term, the lease term does not cover the majority of the item's estimated economic life and the leases do not contain a bargain purchase option.

In 2020 the IMS had one contract for lease of a vehicle with an annual cost of 79,200 EUR (2019: 79,200 EUR).

12 Related parties

The key management personnel includes: the Director General IMS, Directors, and the Financial Controller. They are all rotated, typically every three years, and with the exception of the Financial Controller, have only management oversight of routine operating and maintenance activities. The detailed work related to these tasks tends to be undertaken by staff officers. The IMS Financial Controller is also the Financial Controller of the Science and Technology Organization (STO) and the NATO Defense College (NDC), forming together the IMS Budget Group. The IMS, STO and NDC are therefore related parties under a common Financial Controller.

The other key management personnel of the entity have no significant known related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Key management are remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under normal rules.

During the year, the IMS entered into transactions with NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

13 Representation Allowance

Representation Allowance is available to certain designated NATO high level officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO. In 2020, three senior IMS officials received Representation Allowances.

The total entitlement was 39,000 EUR (2019: 39,000 EUR) and the actual expenses were 15,739 EUR (2019: 31,502 EUR). The decrease in actual expenses is due to the impact of COVID-19 measures and restrictions.

14 Morale and Welfare Activities

The IMS carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2020 for which a detailed annual special purpose report is presented to the Budget Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the IMS, the MWA mainly relate to the sale of petrol products, rationed items and the language training centre.

The position of MWA at year-end is:

(in EUR)	2020
Cash and cash equivalents	52,742
Total liabilities including provisions and contingent liabilities	28,458

As of year-end, no full-time equivalent staff directly support the MWA.

Four staff support the MWA as a minor part of their duties. The total extent of their MWA responsibilities amounts to less than one part-time equivalent.

15 Events after reporting date

There have been no other material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

IMS
Budget Execution Statement
for the year ended 31 December 2020
(in EUR)

	Initial Budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry Forward	Lapsed
BUDGET 301 (IMS) 2020												
Chapter 1	9,426,417	350,000	9,776,417	-	9,776,417	-	9,776,417	-	9,735,566	9,735,566	-	40,851
Chapter 2	17,411,369	- 350,000	17,061,369	-	17,061,369	-	17,061,369	457,000	13,461,460	13,918,460	457,000	3,142,909
Chapter 3	60,000	-	60,000	-	60,000	-	60,000	-	31,188	31,188	-	28,812
TOTAL	26,897,786	-	26,897,786	-	26,897,786	-	26,897,786	457,000	23,272,664	23,685,213	457,000	3,212,573
BUDGET 302 (NSO) 2020												
Chapter 1	1,789,203	-	1,789,203	-	1,789,203	-	1,789,203	-	1,758,370	1,758,370	-	30,833
Chapter 2	1,219,650	-	1,219,650	-	1,219,650	-	1,219,650	-	1,084,885	1,084,885	-	134,765
TOTAL	3,008,853	-	3,008,853	-	3,008,853	-	3,008,853	-	2,843,255	2,843,255	-	165,599
BUDGET 501 (OTRCH) 2020												
Chapter 1	159,690	-	159,690	-	159,690	-	159,690	-	29,524	29,524	-	130,166
Chapter 2	1,404,310	-	1,404,310	-	1,404,310	-	1,404,310	-	357,484	357,484	-	1,046,826
TOTAL	1,564,000	-	1,564,000	-	1,564,000	-	1,564,000	-	387,008	387,008	-	1,176,992
TOTAL FY2020	31,470,639	-	31,470,639	-	31,470,639	-	31,470,639	457,000	26,502,927	26,915,476	457,000	4,555,163
BUDGET 301 (IMS) 2019												
Chapter 2	86,602	-	86,602	-	86,602	-	86,602	-	86,602	86,602	-	-
Chapter 3	58,663	-	58,663	-	58,663	-	58,663	-	58,663	58,663	-	-
TOTAL	145,265	-	145,265	-	145,265	-	145,265	-	100,815	145,266	-	-
TOTAL FY2019	145,265	-	145,265	-	145,265	-	145,265	-	100,815	145,266	-	-
TOTAL ALL BUDGETS	31,615,904	-	31,615,904	-	31,615,904	-	31,615,904	457,000	26,603,742	27,060,742	457,000	4,555,163

The budget covers the financial year from 1 January 2020 to 31 December 2020 and includes the following budgets: 301 (IMS), 302 (NSO) and 501 (Outreach). The initial budget and subsequent revisions are reviewed and issued by the Budget Committee.

In accordance with the NFRs, all changes between the initial and the final budget due to transfers of appropriations were either authorized by the Budget Committee, or were within the authority of the IMS Financial Controller. These changes are presented in the Budget

Execution Statement. The lapses are mainly due to delays in the Chief Information Office (CIO) programme of work, lower than expected SLA occupancy costs and reduced travel and hospitality due to COVID-19 restrictions.

The credits carried forward are presented in the Budget Execution Statement as required by the NATO Financial Regulations and the FRPs. They represent the unexpended balances at year-end for which there is a legal liability or a Budget Committee decision and are equal to the deferred revenue – carry forwards (see Note 8).

The budget and the financial statements are not prepared on the same basis. In the financial statements only current year depreciation/amortization is recognized as an expense, while in the budget all non-current assets are fully expensed during the year. The following table summarizes the differences:

(in EUR)	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Total expenses, Statement of Financial Performance	26,565,871	27,856,509
Capital and investments	89,851	-
Contractual supplies and services	-	48,413
Depreciation and amortization	(51,980)	(71,673)
Total expenses, Budget Execution Statement	<u>26,603,742</u>	<u>27,833,249</u>

Of the 89,851 EUR capital and investment additions, 58,663 EUR relates to property, plant and equipment additions in 2020, and 31,188 EUR relates to the prepayment of a 2021 addition.

NATO-Iraq Trust Fund
Status as at 31 December 2020
(in EUR)

Fiscal Year	In-country courses	Out-of-country courses			Total
	Expenses	Expenses	Slots offered	Slots taken	
2005	133,235	1,494,235	123	200	1,627,470
2006	966,684	1,355,890	444	253	2,322,574
2007	745,024	1,230,390	223	197	1,975,414
2008	2,900,068	1,105,880	230	208	4,005,948
2009	200,557	1,263,332	220	208	1,463,889
2010	218,647	1,737,842	412	336	1,956,489
2011	44,135	1,733,875	468	420	1,778,010
2012	-	23,366	23	15	23,366
2013	-	176,359	42	42	176,359
2014	-	10,340	-	-	10,340
2015	-	301,817	62	62	301,817
2016	-	1,565,362	340	268	1,565,362
2017	-	55,568	4	4	55,568
2018	-	99,180	7	7	99,180
2019	-	42,345	4	4	42,345
2020	-	-	-	-	-
Total	5,208,350	12,195,781			17,404,131
NATO-IRAQ Trust Fund - Status as at 31 December 2020					
Fund donated					17,176,421
Interest earned (net of finance costs)					366,490
Fund used					17,404,131
Fund available					138,780

Note: In 2020 there were no expenses. The funds available are equal to the cash as at 31 December 2020.



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION
ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS
COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2021)0060
15 juin 2021

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Commandant du Collège de défense de l'OTAN
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international
Chef de la Branche Budget et finances du Collège de défense de l'OTAN
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Secrétariat et finances du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NADEFCOL) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 – IBA-AR(2021)0015***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers du NADEFCOL ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2020.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
du Collège de défense de l'OTAN (NADEFCOL)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2020**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NADEFCOL), qui est chargé d'organiser des stages et d'autres programmes conçus pour préparer des officiers et des responsables appelés à servir à des postes importants à l'OTAN ou en rapport avec l'OTAN, et pour faire connaître les initiatives et les intérêts de l'OTAN. Le montant total des dépenses du NADEFCOL pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est établi à 8,75 millions d'euros (MEUR).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. On trouvera ci-après un relevé des principales constatations, qui n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise par l'IBAN au sujet des états financiers et de la conformité.

1. Nécessité de limiter le recours aux espèces.
2. Nécessité de fournir une information financière et budgétaire complète.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors des audits précédents, et il a constaté qu'une question restait à traiter et que deux autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis au NADEFCOL, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction du NADEFCOL. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le rapport d'audit, et elle fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction du NADEFCOL et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

11 juin 2021

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN**

(NADEFCOL)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Audit des états financiers

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NADEFCOL) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2020. Diffusés sous la cote IMSTAM(FC)-0011-2021-REV2 et soumis à l'IBAN le 30 mars 2021, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2020, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière du NADEFCOL au 31 décembre 2020 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN (NAF).

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN (NFR) prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le NFR. Les états financiers du NADEFCOL sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il ne soit pas réaliste de procéder de la sorte.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une

collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant les états financiers est responsable et tenu comptable de la gestion financière, qui doit être saine. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilités de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 11 juin 2021



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations.

Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de limiter le recours aux espèces.
2. Nécessité de fournir une information financière et budgétaire complète.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors des audits précédents, et il a constaté qu'une question restait à traiter et que deux autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis au NADEFCOL, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction du NADEFCOL. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit, et elle fait le point sur la suite donnée aux observations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction du NADEFCOL et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

1. NÉCESSITÉ DE LIMITER LE RECOURS AUX ESPÈCES

Contexte

1.1 Aux termes de l'article 3 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), « le secrétaire général, les commandants suprêmes et les autres chefs d'organisme OTAN sont chargés d'assurer à tout moment une saine gestion financière et de mettre en place les mécanismes de gouvernance nécessaires à cet effet, tout en respectant leur obligation de rendre compte. Dans ce contexte, ils veillent notamment à mettre en place des mesures de gouvernance financière, des pratiques de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière, puis à les tenir à jour, afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources ».

1.2 L'article 4.d, paragraphe 5, des instructions permanentes (SOP111) du NADEFCOL prévoit quant à lui qu'« en application des directives de l'OTAN et du pays hôte, les virements bancaires et autres instruments traçables (chèques et cartes de crédit ou de débit) sont à privilégier pour procéder aux paiements ou aux recouvrements, et que les paiements en espèces sont à réserver à des cas dûment justifiés ».

Constatations

1.3 Chaque année, le NADEFCOL intervient dans les frais de participation à ses stages. Pour autant qu'ils puissent y prétendre, les participants à la session principale peuvent ainsi être défrayés pour leurs déplacements, leur hébergement et leurs repas ainsi que pour leurs

voyages d'étude. Un récapitulatif de toutes les dépenses engagées est établi à la fin de chaque stage, et une facture est adressée tous les trois mois à l'État-major militaire international (EMI), qui ainsi invité à prélever les sommes nécessaires sur le budget consacré aux activités d'ouverture.

1.4 En 2020, les sommes que le NADEFCOL a versées en espèces pour défrayer les participants aux stages se sont établies à 206 671 EUR. En 2019, ces défraiements avaient représenté 1,6 MEUR. Il est à noter que les paiements effectués en 2019 tenaient compte d'ajustements comptables réalisés en interne par l'intermédiaire du compte courant de caisse. La diminution en 2020, par rapport à l'année précédente, des défraiements accordés en espèces tient également à une activité moindre du NADEFCOL voire à l'annulation de certains voyages d'étude en raison des restrictions imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Néanmoins, en temps normal, le montant des paiements en espèces est élevé.

1.5 Selon le NADEFCOL, la pratique de longue date qui consiste à effectuer les paiements en espèces s'explique par les difficultés que rencontrent les participants aux stages pour ouvrir un compte bancaire à leur arrivée. Le NADEFCOL convient toutefois que l'utilisation d'espèces doit être limitée autant que possible, même si certains participants sont, aujourd'hui encore, confrontés à des difficultés en raison de contraintes administratives. L'objectif est de limiter les paiements effectués en espèces et, à terme, de les remplacer par des chèques ou des cartes de crédit.

1.6 Les paiements en espèces sont effectués sur la base des pièces justificatives (factures, contrats, etc.) que les bénéficiaires communiquent à la Branche Budget et finances du NADEFCOL et sont dûment consignés. Divers mécanismes de contrôle interne sont en place : les sommes à payer font l'objet d'une double vérification, une caisse est utilisée et les paiements sont enregistrés dans le système comptable.

1.7 Néanmoins, l'IBAN estime que détenir et gérer autant de liquidités augmente le risque d'erreur et de fraude. De plus, la gestion d'autant de liquidités est chronophage et nécessite l'application de procédures strictes, comme un comptage régulier des liquidités. Le NADEFCOL doit dès lors mettre en place des procédures modernes et plus fiables pour le paiement des défraiements.

Recommandations

1.8 Compte tenu du nombre élevé de paiements que le NADEFCOL effectue en espèces, l'IBAN recommande à ce dernier d'assurer une saine gestion financière de ses liquidités et d'atténuer le risque d'erreur et de fraude en réduisant le nombre de paiements effectués en espèces pour défrayer les participants aux stages et en recourant à d'autres modes de paiement (cartes de crédit prépayées ou chèques).

2. NÉCESSITÉ DE FOURNIR UNE INFORMATION FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE COMPLÈTE

Contexte

2.1 Aux termes de l'article 34.1 du NFR, « les organismes OTAN adoptent des prescriptions comptables et des normes de compte rendu conformes au cadre comptable OTAN (NAF), tel qu'approuvé par le Conseil ». Le NAF est une version adaptée des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS), publiées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public.

2.2 Toujours selon le NFR, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers conformément au NAF.

2.3 Aux termes du paragraphe 11 des règles et procédures financières (FRP) XXIX, « [t]outes les autorisations annulées doivent être restituées aux pays. De tels remboursements sont opérés par déduction sur le premier appel de contributions suivant la présentation des états financiers. »

2.4 Aux termes du préambule du NFR (dans la section 1 (Dispositions générales)), « [l]e Comité des budgets peut accorder des dérogations expresses et temporaires aux dispositions des [...] FRP ».

2.5 D'après le paragraphe 27 de l'IPSAS 1, les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'entité. La présentation d'une image fidèle nécessite de représenter sincèrement les effets des opérations, les autres événements et les circonstances, selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges énoncés dans les IPSAS. L'application des IPSAS, conjuguée si nécessaire à la présentation d'informations complémentaires dans les notes jointes aux états financiers, est présumée déboucher sur l'établissement d'états financiers qui donnent une image fidèle des éléments précités.

2.6 D'après le paragraphe 29 de l'IPSAS 1, pour présenter une image fidèle, l'entité doit, en plus de respecter les IPSAS applicables, donner des indications – notamment en exposant ses méthodes comptables – propres à fournir une information pertinente, fiable, comparable et compréhensible.

Constatations

2.7 En décembre 2020, en raison des difficultés et des incertitudes créées par la pandémie de COVID-19, les pays ont décidé de convertir une partie des crédits annulables de 2020 en contributions anticipées à imputer sur le budget des entités et programmes de la structure de commandement de l'OTAN (NCSEP) approuvé pour 2021 (voir BC-D(2020)0176-FINAL). Cette décision a eu des répercussions sur la manière dont

plusieurs titulaires de budget des NCSEP ont présenté les crédits annulables et les avances dans leurs états financiers au 31 décembre 2020.

2.8 L'IBAN a constaté que les titulaires de budget des NCSEP n'avaient pas tous appliqué le même traitement comptable aux crédits annulables et aux avances, ni fourni les mêmes informations à ce sujet dans les notes jointes à leurs états financiers. Les utilisateurs des états financiers pourraient de ce fait éprouver des difficultés à comparer les états financiers des entités OTAN concernées, ce qui n'est pas conforme à l'IPSAS 1.

2.9 Dans la note 7 (*Avances et produits constatés d'avance et avances*) jointe à ses états financiers de 2020, le NADEFCOL a indiqué ce qui suit à ce sujet : « Les produits à court terme constatés d'avance consistent principalement en des produits constatés d'avance ou des contributions versées par anticipation pour l'exercice suivant, pour lesquels des charges seront portées en compte après la date de clôture. Les pays ont décidé que, sur l'ensemble des crédits annulables, qui représentent 2 MEUR d'après l'état de l'exécution du budget figurant à l'annexe 1, un montant de 1,56 MEUR sera converti en avances pour 2021, à titre exceptionnel. Les contributions anticipées seront déduites du premier appel de fonds pour 2021. »

2.10 Le NADEFCOL n'a pas mentionné cette décision dans la note 6 (Sommes à payer). Cette note indique seulement ceci : « La présentation des sommes à payer a été modifiée. En 2020, les passifs correspondant à des produits d'exploitation, à des produits financiers et à des crédits annulables ont été soustraits des produits constatés d'avance pour être comptabilisés comme sommes à payer aux pays. Les soldes de 2019 fournis pour comparaison ont été rectifiés en conséquence. Les sommes ainsi dues aux pays seront déduites du deuxième appel de fonds pour 2021. » L'IBAN estime que cette information est imparfaite parce qu'il n'est pas rendu compte des circonstances particulières ni de la décision qui ont conduit à traiter de la sorte les crédits annulables de 2020.

2.11 Dans la note 7, le NADEFCOL a bel et bien indiqué que des crédits annulables représentant 1,6 MEUR avaient été convertis en avances à imputer sur le budget approuvé pour 2021. Or cette information est également pertinente pour les utilisateurs des états financiers qui lisent la note 6 puisque celle-ci contient des informations sur les crédits annulables à restituer aux pays.

Recommandations

2.12 L'IBAN recommande au NADEFCOL de faire en sorte que, si les pays décident à nouveau de convertir directement des crédits annulables en contributions anticipées, les notes jointes aux états financiers donnent toutes les informations et voulues au sujet des comptes sur lesquels cette décision aura des répercussions (sommes à payer, produits constatés d'avance ou avances par exemple).

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors des précédents audits. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0015

recommandations et des mesures prises par l'entité (dans la mesure où elles ont été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>(1) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0006, paragraphe 1</p> <p>EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES DU NADEF COL</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande au NADEF COL de renforcer ses procédures de gestion des risques afin de garantir leur efficacité dans le respect de l'article 11 du NFR, et de demander ensuite à son auditeur interne d'évaluer ces procédures à des fins de contrôle et de validation, comme le prévoient les FRP XI (5).</p>	<p>Le NADEF COL n'a pas actualisé son registre des risques afin d'y faire figurer, pour chaque élément, le degré de risque, la probabilité que le risque se matérialise et les conséquences qui en découleraient, les mesures d'atténuation à prendre, les propriétaires du risque, les intervenants et les délais de mise en œuvre. Le NADEF COL n'a pas encore demandé à son auditeur interne de procéder à une évaluation à des fins de contrôle et de validation, comme le prévoient les FRP.</p>	<p>Question en cours de traitement.</p>
<p>(2) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0006, paragraphe 2</p> <p>PRÊTS TEMPORAIRES ENTRE ENTITÉS OTAN PRÉSENTANT DES ÉTATS FINANCIERS</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande au NADEF COL de clarifier les processus de contrôle interne relatifs à la demande, à la réception et au remboursement de prêts temporaires, en veillant à ce que ces processus et les conditions correspondantes soient présentés dans une procédure écrite approuvée par le commandant du NADEF COL.</p>	<p>Le NADEF COL n'a pas produit de procédure écrite approuvée par son commandant au sujet des prêts temporaires entre entités OTAN présentant des états financiers.</p>	<p>Question à traiter.</p>

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>(3) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0006, paragraphe 1</p> <p>NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DU CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET DE L'AUDIT INTERNE</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande au NADEF COL de consigner par écrit les procédures de contrôle interne et de gestion des risques en place pour les principaux processus opérationnels et d'évaluer la conformité avec le cadre de contrôle interne choisi.</p>	<p>Le NADEF COL a entamé un processus de révision de son cadre de gestion des risques afin de répertorier les nouveaux risques et d'actualiser le registre des risques à la fin de l'exercice 2020 et au début de l'exercice 2021. Plusieurs mesures importantes ont été prises, comme l'approbation par le commandant du NADEF COL du modèle de registre des risques révisé, en janvier 2021.</p> <p>Toutefois, le registre des risques ne contient aucune information sur la manière dont les mesures prises atténuent les risques identifiés. Les procédures de contrôle interne mises en place pour traiter chaque risque répertorié dans le registre des risques ne sont pas encore consignées.</p> <p>Par ailleurs, l'IBAN a relevé plusieurs domaines dans lesquels les procédures de contrôle interne devraient être renforcées et consignées ; il s'agirait en particulier d'actualiser les instructions permanentes applicables à la gestion des liquidités.</p>	<p>Question en cours de traitement.</p>

**COMMENTAIRES OFFICIELS DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NADEFCOL)
SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES
AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)****OBSERVATION 1 :
NÉCESSITÉ DE LIMITER LE RECOURS AUX ESPÈCES****Commentaires officiels du NADEFCOL**

Le NADEFCOL souscrit à la recommandation.

Le NADEFCOL a déjà pris une série de mesures visant à limiter autant que possible le recours aux espèces pour le défraiement des participants à ses stages. Le nombre de paiements en espèces a été considérablement réduit. Et des mécanismes de contrôle interne stricts sont en place pour les paiements qui continuent malgré tout d'être effectués en espèces.

**OBSERVATION 2 :
NÉCESSITÉ DE FOURNIR UNE INFORMATION FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE
COMPLÈTE****Commentaires officiels du NADEFCOL**

Le NADEFCOL ne souscrit pas entièrement à la recommandation.

Toutes les informations voulues ont été fournies dans la note 7 (Produits constatés d'avance) jointe aux états financiers pour expliquer la conversion de crédits annulables en contributions anticipées. Les notes jointes aux états financiers doivent être considérées comme un tout. C'est pourquoi le NADEFCOL n'a pas jugé nécessaire de mentionner ces informations dans les deux notes et s'est contenté de les faire figurer dans la note 7, où elles avaient davantage leur place que dans la note 6 (Sommes à payer).

Position de l'IBAN

L'IBAN estime que les informations expliquant la conversion de crédits annulables en contributions anticipées qui ont été fournies dans les notes jointes aux états financiers 2020 du NADEFCOL ne sont pas suffisantes. En effet, la note 6 ne précise pas que les sommes à payer ne comprennent pas les crédits annulables qui, sur la base du BC-D(2020)0176-FINAL, ont été convertis en contributions anticipées pour l'exercice suivant. Dès lors, l'IBAN maintient sa recommandation.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

(1) Exercice 2019

IBA-AR(2020)0006, paragraphe 1

EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES DU NADEF COL

Commentaires officiels du NADEF COL

Le NADEF COL souscrit à l'analyse de l'IBAN.

Informations complémentaires fournies sur l'état de la question.

Le NADEF COL est d'accord.

Le NADEF COL procède actuellement à la révision et à l'adaptation de son registre des risques dans le cadre d'une réorganisation plus large des procédures internes de planification et de suivi. Il renforcera ses mécanismes internes de gestion de la performance pour que ceux-ci puissent effectivement remplir leurs fonctions.

Le registre des risques sera entièrement revu en 2021, et il fera ensuite l'objet d'une évaluation et d'une adaptation continues.

(2) Exercice 2019

IBA-AR(2020)0006, paragraphe 2

PRÊTS TEMPORAIRES ENTRE ENTITÉS OTAN PRÉSENTANT DES ÉTATS FINANCIERS

Commentaires officiels du NADEF COL

Le NADEF COL souscrit à l'analyse de l'IBAN.

Informations complémentaires fournies sur l'état de la question.

Le NADEF COL n'est pas d'accord ; selon lui, la question est en cours de traitement.

L'EMI a modifié ses instructions permanentes 8 (IMSSOP-8). La version révisée, qui a été publiée le 4 janvier 2021 et est entrée en vigueur le 15 janvier 2021, comprend un paragraphe sur les transferts de fonds entre entités du groupe de budgets de l'EMI. Le 4 mars 2021, le commandant du NADEF COL a pris note officiellement de la procédure définie dans le nouveau paragraphe des IMSSOP-8.

Le NADEF COL actualisera en conséquence ses SOP 111 (Gestion financière des décaissements et des comptes d'avance).

Position de l'IBAN

Lors de son audit des états financiers de 2020, l'IBAN a constaté que les processus de contrôle interne relatifs à la demande, à la réception et au remboursement de prêts temporaires entre entités OTAN présentant des états financiers ne faisaient pas l'objet d'une procédure écrite approuvée par le commandant du NADEFCOL. L'IBAN note que le NADEFCOL compte actualiser ses SOP 111, et il fera le point sur cette question dans le cadre de l'audit des états financiers de 2021. Dès lors, l'IBAN maintient sa recommandation.

(3) Exercice 2019

IBA-AR(2018)0006, paragraphe 1

NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DU CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET DE L'AUDIT INTERNE***Commentaires officiels du NADEFCOL***

Le NADEFCOL souscrit à l'analyse de l'IBAN.

Informations complémentaires fournies sur l'état de la question.

Le NADEFCOL est d'accord.

Le NADEFCOL procède actuellement à la révision de son registre des risques pour donner suite à la recommandation de l'IBAN.

Par ailleurs, il veillera à ce que toutes les SOP internes soient actualisées en temps voulu.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



INTERNATIONAL MILITARY STAFF
ETAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL



30 March 2021

IMSTAM(FC)-0011-2021 REV2

CHAIR, INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS FOR NATO (IBAN)

REVISED VERSION 2 - NATO DEFENSE COLLEGE (NDC) FINANCIAL STATEMENTS 2020

1. Please find attached the 2020 NDC Financial Statements, issued in accordance with NATO Financial Regulation (NFR) Article 35.1. The revised document contains an update to the notes to the financial statements.
2. I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures XXXV (4), the NDC can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been issued, but should be presented to Council no later than 31 August 2021 (NFR 15.2). As such, the NDC is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The NDC therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.
6. The enclosed document supersedes the original basic document and REV1.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rui M.M. da Silva'.

RUI M.M. DA SILVA
PRTCV
Financial Controller
International Military Staff &
Science and Technology Organisation

Enclosure:

Revised version 2 of NDC Financial Statements FY 2020

Copy To: COMMANDANT NDC, HEAD OF FINANCE NDC, FC, RECORDS

Action Officer: Mrs. A. MUEFFKE, Principal Administrator (Finance) to FC IMS, (4593)

NATO DEFENSE COLLEGE FINANCIAL STATEMENTS

2020



Via Giorgio Pelosi, 1
00143 Rome
ITALY

TABLE OF CONTENTS

Introduction 2

NDC Statement of Internal Control FY 2020..... 3

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION 6

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE..... 7

STATEMENT OF CASH FLOWS 8

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS 9

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 10

1. Significant Accounting Policies 10

2. Cash and cash equivalents 13

3. Receivables..... 14

4. Prepayments and Advances 14

5. Property, Plant and Equipment 14

6. Payables 15

7. Deferred revenue and advances..... 16

8. Revenue..... 16

9. Personnel..... 16

10. Contractual Supplies and Services 17

11. Related Parties Disclosure 17

12. Representation Allowance 18

13. Events after reporting date..... 18

14. Morale and Welfare Activities..... 18

ANNEX 1 - BUDGET EXECUTION STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED 31/12/2020 19

Introduction

1. The NATO Defense College (NDC) is a NATO Military body (NMB) of the Military Committee (MC) led by the Commandant, who reports to the Chairman of the Military Committee (CMC) through the Director General of the International Military Staff (DGIMS). Its mission is to contribute to the effectiveness and cohesion of the Alliance by developing its role as a major centre of education, outreach and research on transatlantic security issues. As the Alliance's premier academic institution, the NDC aspires to be regarded as the first choice for nations in the educational development of their senior officers and officials, and as a respected source of relevant policy-making advice.
2. Throughout 2020, the NDC experienced and shared in the impact of the COVID-19 pandemic as it took effect in Italy and around the world. The spread of the virus on a pandemic scale, and the related response measures necessary for the College to implement, not only caused deviations from the planned activities but also affected the modus operandi of NDC. While the successful achievement of core objectives remained a priority, special emphasis was put in ensuring business continuity and protecting the health of staff and course members at all times. The effects of such unpredictable event and consequent changes in plans are clearly visible in these Financial Statements and the increased amount of lapsed credits in 2020.
3. The NDC 2020 Financial Statements have been produced in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF) based on the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations (NFRs). They are presented in a commonly adopted layout.
4. The expenses are charged over two budgets covering the NDC (budget code BC 303), elements of the Outreach Programme (BC 501) for which the NDC has operational control and, to a very minor extent, other non-appropriated reimbursable activities.
5. The budgetary expenses are recorded on an accrual basis, i.e. in the period in which the goods or services are delivered. Any exception to that principle is outlined in Annex 1 to the financial statements, which provides a comparison between the Budget Execution and IPSAS.
6. The IMS Budget Group covers a number of budgets and entities linked together for financial management purposes by a Financial Controller. The Financial Controller is the Financial Controller of the IMS, the Science and Technology Organisation (STO) and the NDC. The NDC and IMS are therefore related parties under a common Financial Controller.



Olivier RITTIMANN
Lieutenant General, French Army
Commandant
NATO Defense College



Rui M. M. DA SILVA
PRTCV - Financial Controller

NDC Statement of Internal Control FY 2020

In accordance with the NATO Financial Regulations (NFRs) as supplemented by the Financial Rules and Procedures (FRPs), the Commandant of the NATO Defense College (NDC) is responsible and accountable for implementing and maintaining a sound financial management. In particular, as set forth in articles 11 and 12 of the NFRs, the Commandant is responsible for implementing sound risk management procedures and effective internal control arrangements aimed at supporting the achievement of the organizational objectives.

The NDC Financial Controller, in accordance with articles XI.3 and XI.4 of the FRPs, is responsible for financial risk management and for establishing financial risk management standards, as well as responsible for the system of internal financial and budgetary control (NFR 12.2).

In order to meet the provisions of the NFRs, the NDC has established systems of Risk Management and Internal Control, which are being continuously enhanced with the aim to ensure the achievement of NDC mission and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. The systems of Risk Management and Internal Control are designed to manage and minimize, rather than entirely eliminate, risk at the NDC. Risk Management and Internal Control can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the NDC include risks to NDC operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets. This process has been in place for the year ended 31 December 2020 and up to the date of these financial statements.

In accordance with the Budget Committee (BC) recommendation to adopt COSO as internationally-recognized Internal Control Framework, the risk management and financial control processes at the NDC provide a network of internal controls that can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. The promotion of ethical values includes: NDC participation in the NATO-wide 'Building Integrity' Initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all NDC staff; the disclosures on any senior management related party transactions in NDC annual financial statements.

The NDC structure provides for clear, hierarchical reporting lines based on military principles, as well as functional reporting lines, and appropriate authorities and responsibilities are formally entrusted to personnel in accordance with their role within the organization.

Oversight is provided by the NATO Military Committee (MC), supported by various subcommittees, who routinely scrutinize NDC senior management reports on strategic operational matters.

On financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to, and reviewed by, the NATO Budget Committee twice per year. In addition, NDC financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the nations at various oversight fora.

The Audit Advisory Panel (AAP) makes periodic assessments as to whether Internal Audit is properly resourced and has the appropriate standing. It reviews, provides input to and endorsement of, internal audit planning. It reviews the findings and recommendations of Internal Audit and the IBAN, and reviews management responses and follow-up actions.

The AAP provides the Commandant with an annual report which includes an assessment on the effectiveness of risk management, internal control, and external financial reporting, along with advice and recommendations for the Commandant.

The overall mission and structure of the NDC was recently reviewed by the Military Committee, resulting into a revised "Policy Guidance for the NATO Defense College" (Document MC 123/10), noted by the North Atlantic Council (NAC) in July 2019, and which has been recently distributed to all Military Representatives for comments.

Risk Assessment

The NDC continues to develop internal risk management policies and procedures, adapting existing risk management frameworks, to better identify those events that if occurring may affect the achievement of its objectives. Risk identification and management is progressively being extended to all organizational elements of the NDC.

Although in the course of 2020 some of the planned efforts were adversely affected by the limitations imposed by COVID-19, it is anticipated that in the course of 2021 the NDC will deploy relevant initiatives to further enhance the understanding of the risks which are implied in the set strategy, in order to anticipate adverse events and take the necessary corrective measures.

Control Activities

The NDC, through its Command Group (CG) and other internal boards, monitors and controls ongoing progresses towards the achievement of the set objectives, in accordance with deadlines and operational priorities.

In the financial domain, the NDC finance and accounting system (FinS) has built-in approval workflows, controls and verifications, which grant the necessary segregation of responsibilities, together with relevant audit trails, and ensures sufficient control as regards consistency and accuracy of financial transactions, and compliance to the NFRs.

Information and Communication

The NDC structure with its clear reporting lines underpins internal communication. The internal boards structure is the primary channel of information flow across internal stakeholders, and informs decision-making at all levels. The NDC has a Standard Operating Procedure (SOP 97) for a secure user access to Communication & Information resources. This provides for effective communications in pursuit of operational objectives.

Important information is also disseminated through the staff by means of Weekly Bulletins and periodic All-Hands meetings called by the Commandant.

Communication also provides for the effective functioning of internal control. The Audit Advisory Panel, for example, reports to the Commandant.

The NDC communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms via the Statement on Internal Control, which is included with the annual Financial Statements and is released to the general public. External audits include examinations of internal controls and compliance with applicable rules and regulations. The results of these audits are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

Monitoring Activities

An outsourced Internal Audit service provider is engaged on a periodic basis, to undertake internal audit assignments. On top, NDC internal reviews of non-appropriated funds are

conducted regularly. The NDC is also subject to annual external audit from the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

Recommendations and observations arising from audits are assessed by the Audit Advisory Panel reporting to the Commandant. The results are then assessed by NDC senior management, who initiate any appropriate actions.

The Commandant of the NDC and the Financial Controller have a collective responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. Our review is informed by the above five COSO components and by the work of NDC senior managers, external audits, and internal audits.

No significant issues regarding financial or operational matters were raised in 2020. The IBAN External Audit of the 2019 Financial Statements resulted in an unqualified opinion. IBAN observed on the need for strengthening of risk management procedures and clarification of the internal control process related to the temporary shortfall of funds in IMS Budget Group entities. The NDC has taken the necessary measures to address both observations, on the one side implementing continuous improvement to risk management practices and on the other clarifying with the support of the IMS the principles underpinning the temporary transfer of cash between entities within the same budget group.

Overall, we are satisfied that the Risk Management and Internal Control systems in operation across the NDC during the year 2020 were reasonably adequate and effective. In recognizing that areas of improvements of the system of internal control still exist we want to further reinforce that in the course of 2021 the NDC will deploy additional initiatives to enhance the effectiveness of risk management and internal control, in particular in what concerns alignment of strategy and objectives with the mission, vision and values of the organization.

Olivier RITTIMANN
Lieutenant General, French Army
Commandant
NATO Defense College

Rui M. M. DA SILVA
PRTCV - Financial Controller

**NATO DEFENSE COLLEGE
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION**

As at 31 December 2020
(in EUR)

	<i>Notes</i>	2020	(restated) 2019
ASSETS			
Current Assets			
Cash and Cash Equivalents	2	5,684,528	3,194,335
Receivables	3	16,437	51,598
Prepayments and Advances	4	1,725	15,385
Total Current Assets		5,702,691	3,261,319
Non-Current Assets			
Property, Plant & Equipment	5	12,406,766	12,876,240
Total Non-Current Assets		12,406,766	12,876,240
TOTAL ASSETS		18,109,457	16,137,558
LIABILITIES			
Current Liabilities			
Payables	6	880,374	811,319
Deferred Revenue & Advances	7	4,822,317	2,450,000
Total Current Liabilities		5,702,691	3,261,319
Non-Current Liabilities			
Non-Current Deferred Revenue	7	12,406,766	12,876,240
Total Non-Current Liabilities		12,406,766	12,876,240
TOTAL LIABILITIES		18,109,457	16,137,558
TOTAL NET ASSETS/EQUITY		-	-



Olivier RITTIMANN
Lieutenant General, French Army
Commandant



Rui M.M. DA SILVA
PRTCV - Financial Controller

The notes on pages 10 to 18 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 30 March 2021.

**NATO DEFENSE COLLEGE
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE**

For the year ended 31 December 2020
(in EUR)

	<i>Notes</i>	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Revenue			
Revenue	8	8,749,703	10,268,775
Total Revenue		<u>8,749,703</u>	<u>10,268,775</u>
Expenses			
Personnel	9	5,275,500	5,535,595
Contractual Supplies and Services	10	2,517,417	4,040,557
Capital and Investments Budgeting		481,579	229,988
Depreciation	5	475,207	462,635
Total Expenses		<u>8,749,703</u>	<u>10,268,775</u>
SURPLUS / DEFICIT FOR THE PERIOD		<u>-</u>	<u>-</u>

NATO DEFENSE COLLEGE STATEMENT OF CASH FLOWS

For the year ended 31 December 2020
(in EUR)

	<i>Notes</i>	<u>2020</u>	<u>(restated) 2019</u>
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES			
<i>Surplus/Deficit for the period</i>		-	-
Non-cash movements			
Depreciation / Amortization	5	475,207	462,635
Increase - (Decrease) in payables		69,056	368,355
Increase - (Decrease) in other current liabilities		2,372,317	(78,179)
(Increase) - Decrease in receivables		35,161	(15,577)
(Increase) - Decrease in other current assets		13,660	(10,237)
(Increase) - Decrease in Long-term Provisions		(469,474)	(173,062)
NET CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES		<u>2,495,927</u>	<u>553,935</u>
CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES			
Purchase of property plant and equipment	5	(5,733)	(289,572)
NET CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES		<u>(5,733)</u>	<u>(289,572)</u>
CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES			
Cash in from IMS BG cash transfer		400,000	1,150,000
Cash out from IMS BG cash transfer		(400,000)	(1,150,000)
NET CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES		<u>-</u>	<u>-</u>
Net Increase - (Decrease) in cash and cash equivalents		<u>2,490,194</u>	<u>264,362</u>
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		<u>3,194,335</u>	<u>2,929,973</u>
Cash and cash equivalents at the end of the period		<u>5,684,528</u>	<u>3,194,335</u>

**NATO DEFENSE COLLEGE
STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS**

For the year ended 31 December 2020
(in EUR)

	Total
Balance at the beginning of the period 2019	-
Surplus / (deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2019	-
Balance at the beginning of the period 2020	-
Surplus / (deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2020	-

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

1. Significant Accounting Policies

1.1. Basis of Preparation

The NATO Defense College (NDC) Financial Statements 2020 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF). This accounting framework is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS), as adapted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the associated Financial Rules and Procedures (FRPs) as well as with NDC directives and policies.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January to 31 December 2020.

The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period. The principal accounting policies are set out below.

1.2. Accounting Estimates and Judgements

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

1.3. Changes in Accounting Policy and Standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2020 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period. Within current liabilities, presentational changes have been made. As of 2020 liabilities from operational result, from financial result and liabilities from lapsed budgetary credits are presented within payables instead of deferred revenue. The balances related to these changes have been restated accordingly for the 2019 comparative information. Further detail is provided in the relevant notes. Within the cash flow statement, the presentation was changed to show cash transfers in and out during the year with a net effect of nil.

1.4. Changes in Pronouncements

At the date of authorisation of these financial statements, the NDC has not applied the following new and revised IPSAS that have been issued but are not yet effective. The effective dates of the following have been deferred due to COVID:

- IPSAS 41 Financial Instruments
- IPSAS 42 Social Benefits
- Long-term Interests in Associates and Joint Ventures (Amendments to IPSAS 36) and Prepayment Features with Negative Compensation (Amendments to IPSAS 41)
- Collective and Individual Services (Amendments to IPSAS 19)
- Improvements to IPSAS, 2019

It is not expected that the adoption of these standards will have a material impact on the financial statements of the NDC in future periods.

1.5. Foreign Currency Transactions

These financial statements are prepared in euro, which is the functional and reporting currency of the NDC. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the transaction date. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies are assessed for materiality and if material are translated into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2020. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the statements of financial position and performance. An assessment was made of all assets and liabilities in foreign currencies as at 31 December 2020. The amount of unrealized gains is deemed immaterial.

1.6. Consolidation

Consolidated financial statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities.

While Morale and Welfare activities (MWAs) are under the control of the head of the NATO body, in accordance with the NAF departure from IPSAS 6 they have not been consolidated into these financial statements. A separate activity report is submitted to the Budget Committee as required by the NFRs, and summary information is provided at note 14.

1.7. Services In-Kind

The NDC received services in-kind in the form of military personnel provided by the NATO nations. Such personnel are assigned to specific, military positions on the Peacetime Establishments (PE) of the NDC (see Note 9). In these financial statements, services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

1.8. Financial Instruments

The NDC uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All financial instruments are recognized in the statement of financial position at their fair value.

Credit Risk: In the normal course of business, NDC incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. NDC manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;
- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2020 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the statement of financial position. Receivables considered uncollectible are adequately provided for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

Currency risk: The NDC's exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most transactions are in euros.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is a limited exposure to liquidity risk because the budget funding mechanism guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk.

Interest rate risk: The NDC is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

1.9. Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfer substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee. All other leases are classified as operating leases. Rentals payable under lease contracts are recognised as an expense in the Statement of Financial Performance on a straight line basis over the term of the lease.

The NDC is not party to any financial lease contracts and therefore is not reporting any assets or liabilities related to financial leases.

1.10. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, petty cash, current bank accounts, deposits held with banks, and other short-term, highly liquid investments.

1.11. Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable, except for exceptional and agreed technical reasons.

1.12. Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

1.13. Property, plant and equipment

Property, plant and equipment (PPE) with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses. Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Full depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. PPE is derecognized upon disposal or when no future economic benefit is expected from the use of the asset. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

In accordance with IPSAS 17 as adapted by the NAF, all assets qualified as PPE and under the control of the NDC at the reporting date have been capitalised if exceeding the set capitalisation thresholds, and recognised as non-current assets in the statement of financial position. Land and buildings are offered for use to the NDC by the MOD Italy. The values of land and building represent the historic cost as provided by the MOD Italy.

1.14. Impairment of tangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

1.15. Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are initially recognized at their fair value and subsequently measured at amortized cost. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

1.16. Deferred revenue and advances

Deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior years budgets but that have not yet been recognized as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities. Advances are contributions called or received related to future budgets.

1.17. Employee benefits

The NDC civilian employees either participate in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or the Coordinated Pension Scheme (NATO Defined Benefit Plan).

The assets and liability for all NATO post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff and therefore are not recognized in these financial statements.

Defined Contribution plan:

The assets of the plan are held separately from those of NDC in funds under the control of independent trustees or an Administrator. The NDC is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of NDC with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Defined Benefit plan:

Employees who have joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years of employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance.

Continued Medical Coverage: Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage (CMC).

1.18. Revenue recognition

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund the entity's budgets. It is recognized as revenue in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

1.19. Financial result

The financial result represents the net of bank interest earned, bank charges incurred and exchange rate gains and losses due to transactions in foreign currency. It is recognized as a payable to nations in order to return it to the nations.

2. Cash and cash equivalents

(in EUR)	2020	2019
Cash Accounts	49,595	19,193
Petty Cash and Advances	2,500	1,500
Current Bank Accounts in Euros	5,532,300	3,173,642
Cash Equivalent	100,133	-
Total	5,684,528	3,194,335

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets. Deposit accounts are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. Cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December.

Cash equivalents are held in euros and are funds invested on a short term deposit or business account.

During the year, cash transfers amounting to 400,000 EUR were received from other entities in the IMS Budget Group in order to cover temporary shortfalls related to the calls for contributions. At 31 of December 2020 all of these cash transfers had been repaid.

3. Receivables

(in EUR)	2020	2019
Receivables from NATO Entities	4,362	50,902
Receivables from Governments / Gov. Agencies	5,224	696
Receivable from Staff Members	6,800	-
Accrued Revenue	51	-
Total	16,437	51,598

Receivables include outstanding reimbursements from different kinds of debtors, to include other NATO entities, NATO nations, third parties and staff members. The main balance refers to a salary advance to a NDC staff member. Accrued revenue consists of bank interests earned in 2020, but for which the cash was received in 2021. All of the balances are current.

4. Prepayments and Advances

(in EUR)	2020	2019
Advances – Non Assigned Expenditures	-	15,385
Advances – Vendors	1,725	-
Total	1,725	15,385

Advances relate to a credit with a hotel due to cancellation of a subsidized event and advance payment of complementary insurance for interpreters.

5. Property, Plant and Equipment

	Land	Buildings	Installed Equipment	Machinery	Furniture	Automated information systems	Totals
Cost							
Balance at 1 January 2019	7,718,220	7,119,426	2,399,093	83,438	26,961	152,512	17,499,649
Additions	-	-	224,367	-	-	65,206	289,572
Disposals/deletions	-	-	(74,990)	-	(26,961)	(56,880)	(158,830)
Balance at 31 December 2019	7,718,220	7,119,426	2,548,470	83,438	-	160,838	17,630,391
Additions	-	-	5,733	-	-	-	5,733
Disposals/deletions	-	-	-	-	-	-	-
Balance at 31 December 2020	7,718,220	7,119,426	2,554,203	83,438	-	160,838	17,636,124
Accumulated depreciation							
Balance at 1 January 2019	-	(3,271,325)	(1,001,629)	(46,258)	(26,961)	(104,174)	(4,450,347)
Depreciation expense	-	(177,986)	(239,340)	(8,199)	-	(37,110)	(462,635)
Disposals/deletions	-	-	74,990	-	26,961	56,880	158,830
Balance at 31 December 2019	-	(3,449,311)	(1,165,979)	(54,457)	-	(84,404)	(4,754,151)
Depreciation expense	-	(177,986)	(250,004)	(7,764)	-	(39,453)	(475,207)
Disposals/deletions	-	-	-	-	-	-	-
Balance at 31 December 2020	-	(3,627,297)	(1,415,983)	(62,220)	-	(123,858)	(5,229,358)
Net book value							
Balance at 31 December 2019	7,718,220	3,670,115	1,382,490	28,981	-	76,433	12,876,240
Balance at 31 December 2020	7,718,220	3,492,129	1,138,219	21,217	-	36,980	12,406,766

The following thresholds and useful lives are used in the calculation of depreciation:

Category	Threshold – per item (no grouping)	Depreciation life
Land	€ 200,000	N/A
Buildings	€ 200,000	40 years
Installed equipment	€ 5,000	10 years
Machinery	€ 5,000	10 years
Furniture	€ 5,000	10 years
Automated information systems	€ 5,000	3 years

The depreciation charge for the year was 475,207 EUR (2019: 462,635 EUR).

In 2020, there are no write-offs or disposals of property (other than the furniture shown in the table below) that meet the disclosure criteria in the NATO Financial Regulations.

Items (Quantity)	Purchased in	Net Book value	Total cost	Report of Survey	Reason for write-off
Furniture (18)	1987 → 1999	0	4,907	01-2020, 03-2020	Beyond state of repair. No longer serviceable
Total		0	4,907		

6. Payables

(in EUR)	2020	(restated) 2019
Payables to suppliers	138,870	160,808
Accruals	221,090	287,515
Payables to nations	520,377	362,996
Other Payable	37	-
Total	880,374	811,319

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the NDC. Payables to suppliers include invoices from commercial vendors not yet settled, and goods and services received and accrued as invoices were not received by the reporting date.

The average credit period on purchases is 30 days. The NDC has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

Within payables, presentational changes have been made. As of 2020 liabilities from operational results, from financial results and from lapses have been moved out of deferred revenue and included under payables to nations. The comparative balances for 2019 have been restated accordingly. Payables to nations will be offset in the 2nd assessment call for 2021.

Other payables include the balance of untaken leave at the end of the reporting period. The untaken leave at the end of 2020 was 668.5 days (2019: 505 days). The associated cost of 119,680 EUR is considered material and has therefore been recognized as an accrual.

7. Deferred revenue and advances

(in EUR)	(restated 2019)	
Deferred Revenue – carry forwards	657,317	200,000
Advance Contributions for next year	4,165,000	2,250,000
Total current deferred revenue	4,822,317	2,450,000
Investment in PPE	12,406,766	12,876,240
Total non-current deferred revenue	12,406,766	12,876,240
Total deferred revenue	17,229,083	15,326,240

Current deferred revenue consists mostly of budget deferred revenue or advanced contributions for the next financial year, but for which corresponding expenses will be incurred after the reporting date. Exceptionally, nations have decided to convert 1.56MEUR of the 2.0MEUR lapses shown on the budget execution statement in Annex 1, to advances from the nations for 2021. Advance contributions will be deducted from the 1st assessment call for 2021.

Non-current deferred revenue represents the net carrying amount of property, plant and equipment and intangible assets as at 31 December 2020. The revenue will be recognized in the year when the depreciation and amortization expense will be recognized.

Within deferred revenue, presentational changes have been made. As of 2020 liabilities from operational results, from financial results and from lapses have been moved under payables to nations. The comparative balances for 2019 have been restated accordingly.

8. Revenue

(in EUR)	2020	2019
Revenue from NDC budget 303	7,916,042	8,807,702
Revenue from other NATO budgets	358,362	998,438
Revenue from third party reimbursables	92	-
Other revenue	475,207	462,635
Total Revenue	8,749,703	10,268,775

In 2020 the NDC managed the following budgets:

- **NDC Budget (Military Budget code 303):** This revenue relates to the contributions received from the participating nations to exclusively cover the operating expenses of the College.
- **Other NATO budgets:** This revenue is the total from other NATO budgets. In 2020 the NDC managed a portion of the IMS Outreach Budget (budget code 501) in order to conduct Outreach/Cooperation activities with partner nations.
- **Third Party Reimbursables:** This revenue is the total of reimbursable activities conducted by the NDC.

Other revenue is revenue released from deferred revenue in respect of PPE depreciation.

9. Personnel

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

The breakdown of personnel expenses is the following:

(in EUR)	2020	2019
Employment of Personnel	4,924,251	5,242,065
Recruitment and Separation	70,963	45,681
Clothing	1,467	1,491
Medical Examinations	26,112	10,202
Training	13,853	14,454
Post-Employment Benefits	238,854	221,702
Total	5,275,500	5,535,595

The balance of untaken leave at the end of 2020 was 668.5 days (2019: 505 days). The associated cost is recognized as an accrual.

Peacetime Establishment (PE):

	Authorized PE	Filled Positions
Civilians	53	50
Military (IMP)	52	46
National Manpower Overage	0	0
Voluntary National Contribution (VNC)	1	2
Host Nation	32	32
Partnership Posts	4	2
Total	142	132

10. Contractual Supplies and Services

Contractual Supplies and Services are expenses required for administrative support to the NDC and include expenses for general administrative overheads, and the maintenance costs of buildings/grounds, communications and information systems, transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses.

Operating Leases:

All leases of the NDC are operating leases as they do not transfer substantially all the risks and rewards incidental to ownership, they do not cover all of the assets' life, the ownership is not transferred by the end of the lease term and do not contain a bargain purchase option. Lease payments are recognized as an expense on a straight-line basis over the lease term.

In 2020 the NDC had only one non-cancellable operational lease contract related to the rental of copy machines for an amount of EUR 32,883 (2019: 28,750 EUR).

The future minimum lease payments are as follows:

- Aggregate: EUR 68,506
- One year: EUR 32,883
- Later than one year and up to lease term (01/2023): EUR 35,623

11. Related Parties Disclosure

The key management personnel includes: the Commandant, the Dean, the Director of Management, and the Head of Budget & Finance Branch. They are all rotated, typically every three years, and with the exception of the Head of Budget & Finance Branch, have only management oversight of routine operating and maintenance activities. The detailed work related to these tasks tends to be undertaken by staff officers.

The Financial Controller is also the Financial Controller of the International Military Staff and the Science and Technology Organization. The NDC, IMS and STO are therefore related parties under a common Financial Controller.

The other key management personnel of the entity have no significant known related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Key management is remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under normal rules.

During the year, the NDC entered into non material transactions with other NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

12. Representation Allowance

Representation Allowance is allocated to certain designated high level officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO.

In 2020, one senior NDC official received representation allowance. The total entitlement was 4,317 EUR (2019: 4,317 EUR) and the actual expenses were 1,885 EUR (2019: 2,409 EUR) .

13. Events after reporting date

There have been no other material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

14. Morale and Welfare Activities

The NDC carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2020 for which a detailed annual special purpose report is presented to the Budget Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the NDC, the MWA mainly relate to petrol products, rationed items and a small shop offering mementoes and other few items.

The position of MWA at year-end is:

(in EUR)	2020
Cash and cash equivalents	62,741
Total liabilities including provisions and contingent liabilities	820

Two staff members support the MWA as a minor part of their duties. The total extent of their MWA responsibilities amounts to less than one part-time equivalent.

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 1 - BUDGET EXECUTION STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED 31/12/2020

A) NDC Budget (Military Budget Code 303)

Budget Currency EURO	Initial Budget BA-1	Transfers	BA-2	Transfers	BA-3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry Forward	Lapsed
BUDGET 303 - 2020												
Chapter 1	6,078,067	-	6,078,067	-	6,078,067	(66,065)	6,012,002	-	5,245,976	5,245,976	-	766,026
Chapter 2	3,548,177	-	3,548,177	-	3,548,177	(29,713)	3,518,464	147,121	2,188,486	2,335,607	147,121	1,182,857
Chapter 3	753,410	-	753,410	-	753,410	95,778	849,188	510,196	287,312	797,508	510,196	51,680
TOTAL FY 2020	10,379,654	-	10,379,654	-	10,379,654	-	10,379,654	657,317	7,721,775	8,379,091	657,317	2,000,563
BUDGET 303 - 2019												
Chapter 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 3	200,000	-	200,000	-	200,000	-	200,000	-	200,000	200,000	-	-
TOTAL FY 2019	200,000	-	200,000	-	200,000	-	200,000	-	200,000	200,000	-	-
BUDGET 303 - ALL FYs												
Chapter 1	6,078,067	-	6,078,067	-	6,078,067	(66,065)	6,012,002	-	5,245,976	5,245,976	-	766,026
Chapter 2	3,548,177	-	3,548,177	-	3,548,177	(29,713)	3,518,464	147,121	2,188,486	2,335,607	147,121	1,182,857
Chapter 3	953,410	-	953,410	-	953,410	95,778	1,049,188	510,196	487,312	997,508	510,196	51,680
GRAND TOTAL BUDGET 303 ALL FYs	10,579,654	-	10,579,654	-	10,579,654	-	10,579,654	657,317	7,921,775	8,579,091	657,317	2,000,563

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

B) Other NATO Budgets & Third Party Reimbursables

Budget Currency EURO	Initial Budget	Transfers Adjustments	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Lapsed
REIMBURSABLE BUDGETS							
BUDGET 2020 ZNC (501/IMS - PIP)*	490,000	(337,625)	152,375	-	152,375	152,375	-
BUDGET 2020 ZNC (501/IMS - MD)*	300,000	(165,525)	134,475	-	134,475	134,475	-
BUDGET 2020 ZNC (501/IMS - ICI)*	50,000	(50,000)	-	-	-	-	-
BUDGET 2020 ZNC (501/IMS - OMC)*	210,000	(138,488)	71,512	-	71,512	71,512	-
TOTAL REIMBURSABLE BUDGETS	1,050,000	(691,638)	358,362	-	358,362	358,362	-
(*) According to the IMS Directives, since Budget 501 (Outreach PIP, MD, ICI and OMC) is reimbursable, the accrued and carried forward amounts are shown in both IMS and NDC books. Expenses are recognized / recorded on an accrual basis							
REIMBURSABLE EXPENSES							
BUDGET 2020 Z01 (REIMBURSABLE EXPENSES)	92	-	92	-	92	92	-
TOTAL REIMBURSABLE EXPENSES	92	-	92	-	92	92	-
TOTAL REIMBURSABLE BUDGETS & EXPENSES	1,050,092	(691,638)	358,454	-	358,454	358,454	-

In accordance with the NRFs, article 34.4, the NDC has included within its financial statements a budget execution report of its main budget (military budget code 303) that shows the initial budget allocations, the in-year changes as authorized under the authority of the Financial Controller or by the Budget Committee, the final approved budget and its execution status for the fiscal year 2020. Funds lapsed and carried forward are also included. In addition thereto, a budget execution statement for all reimbursable budgets managed by the NDC has also been included.

It is also worth recalling that the budgets and the financial statements are not prepared on the same basis. In the financial statements current year depreciation is recognized as an expense, while in the budgets all noncurrent assets are fully expensed during the year. The following table summarizes the differences:

	2020
Total Expenses, Statement of Financial Performance	8,749,703
Personnel	-
Contractual supplies and services	-
Capital and investments	5,733
Depreciation	(475,207)
Total expenses, Budget Execution Statement	8,280,229

NATO UNCLASSIFIED



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION
ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS
COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2021)0113
25 août 2021

- À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Conseiller scientifique de l'OTAN et président du Comité pour la science et la technologie
Président du sous-groupe Finances et Audit de l'Organisation pour la science et la technologie
Directrice du Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes
Directeur du Bureau de soutien à la collaboration
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international/l'Organisation pour la science et la technologie
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers rectifiés de l'Organisation pour la science et la technologie (STO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 – IBA-AR(2021)0020***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers rectifiés de la STO ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2020.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers rectifiés
de l'Organisation pour la science et la technologie (STO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2020**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO), entité OTAN présentant des états financiers créée le 1^{er} juillet 2012. La STO a pour mission de contribuer à ce que les investissements réalisés par les pays et par l'OTAN dans le domaine de la science et de la technologie jouent le rôle de catalyseurs stratégiques des savoirs et de l'avantage technologique pour la posture de défense et de sécurité des pays membres et des pays partenaires de l'OTAN.

La STO comporte trois organes exécutifs : le Bureau du conseiller scientifique (OCS), implanté à Bruxelles (Belgique) et placé sous l'autorité du conseiller scientifique, le Bureau de soutien à la collaboration (CSO), implanté à Neuilly-sur-Seine (France) et placé sous l'autorité de son directeur, et le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE), implanté à La Spezia (Italie) et placé sous l'autorité de son directeur.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la STO ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2020.

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations.

Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de rendre compte fidèlement de la conversion de crédits annulables en contributions anticipées.
2. Nécessité d'améliorer le processus de contrôle interne relatif à l'établissement des états financiers et de l'état de l'exécution du budget.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que quatre questions avaient été traitées, qu'une question restait à traiter et que trois autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la STO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la STO. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la STO et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

25 août 2021

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS RECTIFIÉS
DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE**

(STO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Audit des états financiers

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers rectifiés de l'Organisation pour la science et la technologie (STO), portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2020. Diffusés sous la cote STO-OCS(2021)0044 et soumis à l'IBAN le 25 juin 2021, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2020, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers rectifiés donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la STO au 31 décembre 2020 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la STO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il ne soit pas réaliste de procéder de la sorte.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit. L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers rectifiés, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le Comité pour la science et la technologie, présidé par le conseiller scientifique, est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilités de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 25 août 2021



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de rendre compte fidèlement de la conversion de crédits annulables en contributions anticipées.
2. Nécessité d'améliorer le processus de contrôle interne relatif à l'établissement des états financiers et de l'état de l'exécution du budget.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que quatre questions avaient été traitées, qu'une question restait à traiter et que trois autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la STO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la STO. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la STO et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

1. NÉCESSITÉ DE PRÉSENTER UNE IMAGE FIDÈLE DE LA CONVERSION DE CRÉDITS ANNULABLES EN CONTRIBUTIONS ANTICIPÉES**Contexte**

1.1 Aux termes de l'article 34.1 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), « les organismes OTAN adoptent des prescriptions comptables et des normes de compte rendu conformes au cadre comptable OTAN, tel qu'approuvé par le Conseil ». Ce cadre comptable est une version adaptée des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS), publiées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public.

1.2 Toujours selon le NFR, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

1.3 Aux termes du paragraphe 11 des règles et procédures financières (FRP) XXIX, « [t]outes les autorisations annulées doivent être restituées aux pays. De tels remboursements sont opérés par déduction sur le premier appel de contributions suivant la présentation des états financiers. »

1.4 Aux termes du préambule du NFR (dans la section 1 (Dispositions générales)), « [I]e Comité des budgets peut accorder des dérogations expresses et temporaires aux dispositions des [...] FRP ».

1.5 D'après le paragraphe 27 de l'IPSAS 1, les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'entité. La présentation d'une image fidèle nécessite de représenter sincèrement les effets des opérations, les autres événements et les circonstances, selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges énoncés dans les IPSAS. L'application des IPSAS, conjuguée si nécessaire à la présentation d'informations complémentaires dans les notes jointes aux états financiers, est présumée déboucher sur l'établissement d'états financiers qui donnent une image fidèle des éléments précités.

1.6 D'après le paragraphe 29 de l'IPSAS 1, pour présenter une image fidèle, l'entité doit, en plus de respecter les IPSAS applicables, donner des indications – notamment en exposant ses méthodes comptables – propres à fournir une information pertinente, fiable, comparable et compréhensible.

Constatations

1.7 En décembre 2020, en raison des difficultés et des incertitudes créées par la pandémie de COVID-19, les pays ont décidé de convertir une partie des crédits annulables de 2020 en contributions anticipées à imputer sur le budget des entités et programmes de la structure de commandement de l'OTAN (NCSEP) approuvé pour 2021 (voir BC-D(2020)0176-FINAL). Cette décision a eu des répercussions sur la manière dont plusieurs titulaires de budget des NCSEP ont présenté les crédits annulables et les avances dans leurs états financiers au 31 décembre 2020.

1.8 L'IBAN a constaté que les titulaires de budget des NCSEP n'avaient pas tous appliqué le même traitement comptable aux crédits annulables et aux avances, ni fourni les mêmes informations à ce sujet dans les notes jointes à leurs états financiers. Les utilisateurs des états financiers pourraient de ce fait éprouver des difficultés à comparer les états financiers des entités OTAN concernées, ce qui n'est pas conforme à l'IPSAS 1.

1.9 Dans la note 8 (*Avances*) jointe à ses états financiers de 2020, la STO a indiqué ce qui suit à ce sujet : « Les contributions correspondent aux fonds appelés ou reçus en vue d'alimenter les budgets de l'exercice à venir (dans le cas du CSO et de l'OCS). [...] Les pays ont décidé que, sur l'ensemble des crédits annulables pour le CSO et l'OCS, à savoir 955 977 EUR d'après l'état de l'exécution du budget figurant à l'annexe 1, un montant de 720 000 EUR serait converti en avances pour 2021, à titre exceptionnel. »

1.10 L'audit a montré que la STO n'avait pas rendu compte de cette décision dans la note 9 (*Autres dettes à court terme*). Cette note indique seulement ceci : « Les autres dettes à court terme correspondent principalement aux crédits qui n'ont pas été utilisés durant l'exercice et à des recettes diverses à restituer aux pays. Ces sommes englobent des crédits annulables, des recettes diverses correspondant à des produits d'exploitation ou à des produits financiers ou bien trouvant leur origine dans des appels de contributions

incorrects ». L'IBAN estime que cette information est imparfaite parce qu'il n'est pas rendu compte des circonstances particulières ni de la décision qui ont conduit à traiter de la sorte les crédits annulables de 2020.

1.11 Dans la note 8, la STO a indiqué que, sur l'ensemble des crédits annulables, qui représentent 955 977 EUR, un montant de 720 000 EUR avait été converti en avances à imputer sur le budget approuvé pour 2021. Or cette information est également pertinente pour les utilisateurs des états financiers qui lisent la note 9 puisque celle-ci contient des informations sur les crédits annulables à restituer aux pays.

Recommandations

1.12 L'IBAN recommande à la STO de faire en sorte que, si les pays décident à nouveau de convertir directement des crédits annulables en contributions anticipées, les notes jointes aux états financiers donnent toutes les informations voulues au sujet des comptes sur lesquels cette décision aura des répercussions (sommes à payer et produits constatés d'avance par exemple).

2. NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LE PROCESSUS DE CONTRÔLE INTERNE RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS ET DE L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

Contexte

2.1 Comme le prévoit l'article 6 du NFR, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

2.2 Par ailleurs, aux termes de l'article 12.3 du NFR, « les activités de contrôle interne portent notamment sur la constitution de pistes d'audit adéquates ainsi que [sur] le maintien de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des données dans les systèmes d'information ».

2.3 Les états financiers doivent être exempts de toute inexactitude, de toute erreur de chiffres, de toute incohérence et de toute autre erreur ou omission découlant d'un contrôle insuffisant au moment de leur établissement. Chaque entité doit disposer d'un système approprié de contrôle interne, et notamment d'un mécanisme d'examen et de rapprochement, pour faire en sorte que les informations présentées dans ses états financiers soient cohérentes et exactes.

2.4 L'une des fonctions principales du système de contrôle interne est de garantir l'existence de processus appropriés pour l'établissement, l'examen et la présentation des états financiers. Un processus d'examen approprié est nécessaire pour obtenir une assurance raisonnable quant au fait que les états financiers ont été établis conformément au cadre de compte rendu financier applicable.

Constatations

2.5 L'IBAN a relevé des omissions et des erreurs significatives dans les états de l'exécution du budget du CSO et de l'OCS annexés aux états financiers. Il a également relevé des erreurs dans le tableau des flux de trésorerie. Ces inexactitudes ont été corrigées dans les états financiers rectifiés qui ont été soumis à l'IBAN le 25 juin 2021. Les raisons qui ont amené la STO à demander une rectification des états financiers sont exposées ci-dessous.

2.6 L'IBAN a constaté que le montant total des engagements présenté dans l'état de l'exécution du budget du CSO était sous-estimé de 300 000 EUR à cause d'une omission. Ce montant correspond à un report spécial approuvé en 2019 pour le remplacement des vitres blindées dans le bâtiment du CSO, pour lequel le contrat a été signé mi-2020.

2.7 L'IBAN a aussi constaté que le montant total du premier budget 2020 révisé (BA2) apparaissant dans l'état de l'exécution du budget de l'OCS était surestimé de 900 000 EUR – différence significative – par rapport au montant approuvé dans le BC-BA(2020)0002 (Budgets militaires internationaux 2020 – Autorisations révisées). Le montant ainsi présenté dans l'état de l'exécution du budget était de 2 018 323 EUR, alors que le montant approuvé était de 1 118 323 EUR. Cette différence s'explique par une faute de frappe, qui a également conduit à une présentation erronée des transferts dans l'état de l'exécution du budget.

2.8 Enfin, l'IBAN a constaté que la version rectifiée du tableau des flux de trésorerie pour 2019 ne faisait pas apparaître la dotation aux amortissements rectifiée pour 2019, à savoir 1 052 441 EUR, mais un montant - erroné - de 718 242 EUR. Cette différence de 334 200 EUR tient au caractère rétroactif de la rectification, laquelle découle d'une modification dans la politique comptable appliquée par le CMRE concernant le point de départ à prendre en compte pour le calcul des amortissements. Cette erreur a également conduit à la présentation d'une diminution nette de la trésorerie, à savoir - 1 326 020 EUR au lieu de - 991 820 EUR.

2.9 Pour rappel, la direction est responsable de l'établissement et de la présentation des états financiers de l'entité. Un processus d'examen approprié est nécessaire pour obtenir une assurance raisonnable quant au fait que les états financiers ont été établis conformément au cadre de compte rendu financier applicable, ainsi que pour éviter et détecter les erreurs avant leur publication. Cela contribue par ailleurs à la nécessaire amélioration de la qualité des informations financières présentées.

Recommandations

2.10 L'IBAN recommande à la STO de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers, et en particulier de veiller à ce que les processus d'établissement, d'examen et de présentation des états financiers, y compris de l'état de l'exécution du budget et du tableau des flux de trésorerie, soient pleinement documentés et mis en œuvre.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations ainsi que des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>(1) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0010, paragraphe 1</p> <p>Comptabilisation des navires de la STO à leur juste valeur</p> <p>Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO d'améliorer la fiabilité des informations présentées dans ses états financiers. À cet effet, la STO devrait :</p> <p>a. veiller à ce que les navires qu'elle contrôle soient comptabilisés à leur juste valeur comme des immobilisations corporelles dans ses états financiers, ainsi que le prévoit l'IPSAS 1 ;</p>	<p>a. La juste valeur des navires n'apparaît pas dans les états financiers de 2020.</p> <p>Le 25 juin 2021, les membres du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) ont approuvé le rapport du Comité des budgets du 16 juin 2021 (BC-D(2021)0077) et sont convenus de recommander au Conseil de prendre note du rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2019 de la STO (AC/335-D(2021)0009-AS1). On peut lire ce qui suit dans le BC-D(2021)0077 : « Le Comité des budgets estime qu'il serait utile d'étoffer les informations relatives aux navires qui sont présentées dans les états financiers et propose ainsi que la STO – même si elle respecte le NAF – accroisse la fiabilité de ces informations en mentionnant dans ses notes les navires qu'elle contrôle. De plus, afin de donner une image fidèle et exacte de la situation, la STO devrait, tout en appliquant le NAF, améliorer les</p>	<p>Question en cours de traitement.</p>

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0020

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2022)0009 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>b. corriger l'erreur relevée dans la note 4 jointe aux états financiers, qui concerne la garde des navires, et communiquer des informations supplémentaires sur la propriété des navires ainsi que sur les obligations et les responsabilités financières qui en découlent ;</p> <p>c. revoir le traitement comptable et la présentation des coûts d'entretien et de démantèlement des navires dans les états financiers, dans le respect de l'IPSAS 17.</p>	<p>informations présentées dans les notes en précisant à qui appartiennent les navires et en mentionnant les obligations et les responsabilités financières correspondantes. Le Comité des budgets propose que la STO continue de porter à l'actif les coûts liés à la transformation et à la modernisation des navires. »</p> <p>L'IBAN réexaminera cette question dans le cadre de son audit des états financiers 2021 de la STO, après que le Conseil aura pris note du rapport du Comité des budgets et de la note sur la suite donnée jointe au rapport du RPPB dont il est question ci-avant. Question en cours de traitement.</p> <p>b. Des informations supplémentaires relatives au statut, aux rôles et aux responsabilités de l'OTAN, du Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE) et de la marine italienne ont été fournies dans les notes jointes aux états financiers de 2020, et l'erreur relevée dans la note qui concerne la garde des navires a été corrigée. Question traitée.</p> <p>c. Le traitement comptable et la présentation des coûts d'entretien et de démantèlement des navires dans les états financiers n'ont pas été revus sur la base de l'IPSAS 17. L'IBAN réexaminera cette question dans le cadre de son audit des états financiers 2021 de la STO, après que le Conseil aura pris note du rapport du Comité des budgets et de la note sur la suite donnée jointe au rapport du RPPB dont il est question ci-avant. Question en cours de traitement.</p>	
<p>(2) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0010, paragraphe 2</p> <p>Erreurs significatives dans la note 13, qui concerne les dépenses de personnel</p> <p>Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO de faire en sorte que les montants figurant dans la note 13 jointe aux états financiers, laquelle concerne les dépenses de personnel, correspondent au montant qui apparaît dans l'état de la performance</p>	<p>La STO a revu la note concernant les dépenses de personnel, et les montants figurant dans les notes correspondent désormais au montant qui apparaît dans l'état de la performance financière.</p>	<p>Question traitée.</p>

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0020

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2022)0009 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>financière, et d'indiquer que les montants fournis à des fins de comparaison ont été rectifiés. À cet effet, la STO devrait veiller à l'efficacité du contrôle interne associé à l'établissement des états financiers.</p>		
<p>(3) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0010, paragraphe 3</p> <p>PRÊTS TEMPORAIRES ENTRE ENTITÉS OTAN PRÉSENTANT DES ÉTATS FINANCIERS</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO de clarifier les processus de contrôle interne relatifs à la demande, à la réception et au remboursement de prêts temporaires pour le CSO, en veillant à ce que ces processus et les conditions correspondantes soient présentés dans une procédure écrite approuvée par le directeur du CSO.</p>	<p>L'actualisation des procédures est toujours en cours. L'IBAN fera le point sur cette question au cours de son prochain audit.</p>	<p>Question à traiter.</p>
<p>(4) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0010, paragraphe 4</p> <p>Utilisation de méthodes comptables uniformes pour l'établissement des états financiers de la STO</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO d'établir ses états financiers en utilisant des méthodes comptables uniformes pour ses trois organes exécutifs, comme le prévoit l'IPSAS 3.</p>	<p>La STO a établi ses états financiers de 2020 en utilisant des méthodes comptables uniformes pour ses trois organes exécutifs, comme le prévoit l'IPSAS 3.</p>	<p>Question traitée.</p>
<p>(5) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0010, paragraphe 5</p> <p>Nécessité d'améliorer la présentation des états de l'exécution du budget de l'OCS et du CSO</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO d'améliorer la présentation des états de l'exécution du budget de l'OCS et du CSO ainsi que des notes, dans le respect du NFR, des FRP et de la directive relative au budget 2020 et à l'exécution du budget 2019.</p>	<p>La STO a amélioré la présentation des états de l'exécution du budget de l'OCS et du CSO ainsi que des notes, et elle a donné suite à toutes les constatations faites en la matière lors de l'audit.</p>	<p>Question traitée.</p>

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0020

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2022)0009 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
<p>(6) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0017, paragraphe 3</p> <p>CMRE – NÉCESSITÉ DE SE CONFORMER PLEINEMENT AUX DISPOSITIONS DU RPC CONCERNANT LA DURÉE DE L'EMPLOI DES CONSULTANTS</p> <p>Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande au CMRE de définir et de consigner les circonstances et les circonstances exceptionnelles susceptibles de l'amener à proposer des contrats d'une durée supérieure à 90 et 180 jours.</p>	<p>Les Ressources humaines de la STO ont fait le nécessaire pour clôturer ce dossier, en actualisant les processus de travail sur la base du RPC de l'OTAN.</p>	<p>Question traitée.</p>
<p>(7) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0017, paragraphe 4</p> <p>NÉCESSITÉ D'APPORTER DE NOUVELLES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DE LA GESTION DES RISQUES, DU CONTRÔLE INTERNE ET DE L'AUDIT INTERNE</p> <p>Recommandation de l'IBAN La STO devrait mener à bien son travail d'évaluation et de consignation du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'elle aura choisi.</p>	<p>Le travail d'évaluation et de consignation du fonctionnement du système de contrôle interne est en cours. La STO ne s'est pas fixé d'échéance pour l'achèvement de cette tâche. Aucune décision importante n'a été approuvée par le Comité directeur lors de cet exercice. L'IBAN fera le point sur cette question au cours de l'audit qu'il effectuera sur site l'an prochain.</p>	<p>Question en cours de traitement.</p>
<p>(8) Exercice 2014 IBA-AR(2015)36, paragraphe 1.1</p> <p>CMRE – NÉCESSITÉ D'ADAPTER LES PRATIQUES COMPTABLES AU STATUT D'ENTITÉ FINANCÉE PAR LE CLIENT / NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA COMPTABILITÉ DE GESTION PAR PROJET</p> <p>Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande au CMRE de mettre au point une méthode lui permettant de déterminer les coûts par projet, et notamment les frais généraux imputables sur chacun d'eux. Il pourra ainsi calculer le montant du bénéfice ou de la perte propre à chaque projet et</p>	<p>La mise en place d'une comptabilité par projet a progressé l'année dernière mais on n'en est pas encore à un système complètement intégré, qui s'appuie sur des processus formels et traçables aux fins du rapprochement des données relatives à l'avancement des projets et</p>	<p>Question en cours de traitement.</p>

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0020

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
fournir à la direction des informations utiles pour la gestion de l'activité.	des données financières. En particulier, il faut encore faire en sorte que les données de comptabilisation horaire (Replicon) puissent être rapprochées des budgets alloués aux projets.	

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2022)0009 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)**OBSERVATION 1 :
NÉCESSITÉ DE PRÉSENTER UNE IMAGE FIDÈLE DE LA CONVERSION DE CRÉDITS ANNULABLES EN CONTRIBUTIONS ANTICIPÉES*****Commentaires officiels de la STO***

La STO ne souscrit pas entièrement à la recommandation.

Des informations pertinentes et suffisantes ont été fournies dans la note 8 (Produits constatés d'avance) jointe aux états financiers pour expliquer la conversion de crédits annulables en contributions anticipées. Les notes jointes aux états financiers doivent être considérées comme un tout. C'est pourquoi la STO n'a pas jugé nécessaire de mentionner ces informations dans les deux notes et s'est contentée de les faire figurer dans la note 8, où elles avaient davantage leur place que dans la note 7 (Sommes à payer).

Position de l'IBAN

L'IBAN estime que les informations expliquant la conversion de crédits annulables en contributions anticipées qui ont été fournies dans les notes jointes aux états financiers 2020 de la STO ne sont pas suffisantes, dans la mesure où les utilisateurs des états financiers risquent de ne pas bien comprendre les effets de cette décision. En effet, la note 7 ne précise pas que les sommes à payer ne comprennent pas les crédits annulables qui, sur la base du BC-D(2020)0176-FINAL, ont été convertis en contributions anticipées pour l'exercice suivant. Dès lors, l'IBAN maintient sa recommandation.

**OBSERVATION 2 :
NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LE PROCESSUS DE CONTRÔLE INTERNE RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS ET DE L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET*****Commentaires officiels de la STO***

La STO souscrit à la recommandation.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.

NATO UNCLASSIFIED

25 June 2021

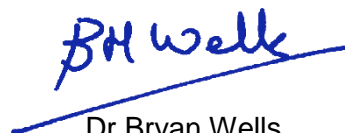
STO-OCS(2021)0044

Chair, International Board of Auditors for NATO (IBAN)

Subject: The Science and Technology Organization consolidated Financial Statements for the Year ended 31 December 2020

Reference: IBA-A(2021)0071, IBAN audit of 2020 STO Financial Statements – Request for issuing restated financial statements, 24 June 2021

1. Please find attached the restated 2020 Science and Technology Organization (STO) Financial Statements, submitted in accordance with your agreement as per Reference.
2. As per the previous submission, I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures (FRP) XXXV (4), the STO can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been completed, but should be issued to Council prior to 31st August 2021 (NFR 15.2). As such, the STO is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The STO therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.



Dr Bryan Wells
NATO Chief Scientist & STB Chairman

Action Officer: Ms A. Mueffke, Principal Administrator (Finance) to IMS-FC (4593)

Annex 1: STO Financial Statements FY 2020

Cc: STO Financial Controller,
CSO Director, CSO Deputy Director, CSO Head of Budget and Finance
CMRE Director, CMRE Deputy Director, CMRE Head of Budget and Finance

NATO UNCLASSIFIED

Financial Statements of the
NATO SCIENCE AND TECHNOLOGY ORGANIZATION

31 December 2020



Index

Introduction	1
Statement on Internal Control	3
STO Consolidated Statement of Financial Position.....	6
STO Consolidated Statement of Financial Performance.....	7
STO Consolidated Cash Flow Statement.....	8
STO Consolidated Statement of Changes in Net Assets	9
Notes to the STO Consolidated Financial Statements	10
1. Significant accounting policies	10
1.1. Basis of preparation	10
1.2. Accounting estimates and judgments.....	10
1.3. Changes in pronouncements	11
1.4. Foreign currency transactions.....	11
1.5. Consolidation	11
1.6. Services in-kind	12
1.7. Financial instruments disclosure/presentation	12
1.8. Cash and cash equivalents	12
1.9. Receivables.....	13
1.10. Prepayments	13
1.11. Property, plant and equipment (PP&E)	13
1.12. Impairment of tangible and intangible assets	13
1.13. Payables	13
1.14. Deferred revenue.....	14
1.15. Advances	14
1.16. Employee benefits – Post-employment benefits.....	14
1.17. Net Assets	14
1.18. Revenue	14
2. Cash and cash equivalents	16
3. Receivables	16
4. Prepayments	16
5. Property, plant and equipment	17
6. Payables	19
7. Deferred revenue.....	19
8. Advances	20
9. Other current liabilities.....	20
10. Deferred Revenue – Non-current liabilities	20
11. Net Assets	21
12. Revenue	22
13. Personnel	22
14. Contractual supplies and services.....	23
15. Contingent liabilities	24
16. Segment reporting	24
17. Related parties	24
18. Representation allowance	25
19. Morale and Welfare Activities	26
20. Events after the reporting date	26
Annex 1: Budget Execution Statements.....	27

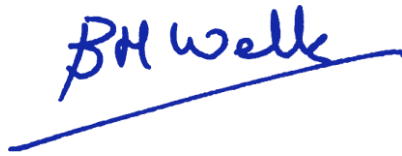
Introduction

1. The NATO Science and Technology Organization (STO) is a NATO body. The mission of the NATO STO is to help position the Nations' and NATO's S&T investments as a strategic enabler of the knowledge and technology advantage for the defense and security posture of NATO Nations and partner Nations by:
 - a. Conducting and promoting S&T activities that augment and leverage the S&T capabilities and programmes of Nations and NATO in support of Alliance objectives;
 - b. Contributing to NATO's ability to influence security and defense related capability development and threat mitigation in NATO and partner Nations;
 - c. Delivering targeted and timely evidence-based advice in support of decision-making in NATO Nations and NATO.
2. According to the STO Charter¹, the STO comprises the Science and Technology Board (STB) and three separate executive bodies, each one with a Head of NATO Body, budget or revenue stream, supported by the STO Financial Controller:
 - a. Office of the Chief Scientist (OCS), located in the NATO Headquarters, Brussels, Belgium;
 - b. Collaboration Support Office (CSO), located in Neuilly-sur-Seine, France ; and
 - c. Centre for Maritime Research & Experimentation (CMRE), located in La Spezia, Italy.
3. The OCS and CSO are NATO common-funded entities and their budgets part of the Military Budget. CMRE is customer funded and its revenue recognized based on goods and services delivered to its customers.
4. The STO 2020 Financial Statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF), based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations (NFRs). They are presented in a commonly adopted layout.
5. The IMS Budget Group covers a number of budgets and entities linked together for financial management purposes by a Financial Controller. The Financial Controller is the Financial Controller of the International Military Staff, the NATO Defense College and the Science and Technology Organization (STO). These entities are therefore related parties under a common Financial Controller.
6. Throughout 2020, the STO experienced and shared in the impact of the COVID-19 pandemic as it took effect in Europe and around the world. The spread of the virus on a pandemic scale, and the related response measures necessary for the STO to implement, not only caused deviations from the planned activities but also affected the modus operandi of the Organization. While the successful achievement of core objectives remained a priority, special emphasis was placed on ensuring business continuity and protecting the health of staff and contractors at all times. The effects of such

¹ C-M(2012)0046

unpredictable event and consequent changes in plans are visible in these Financial Statements in terms of both budget execution and net operating results on the customer-funded activities.

7. The International Board of Auditors for NATO (IBAN) issued² an unqualified opinion on the Financial Statements of the Science and Technology Organisation (STO) and on compliance for financial year 2019. During the audit, IBAN raised a Key Audit Matter, which does not impact the audit opinion on the financial statements and on compliance, related to the fact that STO does not recognise the two vessels under its control, as Property, Plant & Equipment (PP&E) in its Statement of Financial Position. Agreeing that further disclosure is needed and while applying NAFs, the Organization corrected and enhanced the relevant disclosure notes better highlighting the history, accounting treatment, status, roles and responsibilities of NATO, the CMRE and the Italian Navy concerning these vessels.



Dr Bryan Wells
NATO Chief Scientist
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

² IBA-A(2020)0122

Statement on Internal Control

The NATO Chief Scientist and Chairman of the Science and Technology Board (STB), together with the Directors of the Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) and the Collaborative Support Office (CSO), as Heads of the three Executive Bodies of the STO, collectively exercise overall responsibility for STO Risk Management and Internal Control systems, in accordance with Articles 11.1 and 12.1 of the NATO Financial Regulations (NFRs).

The STO Financial Controller is responsible for financial risk management and for establishing financial risk management standards (NFR Financial Rules and Procedures XI.3 and XI.4). In addition, the Financial Controller is responsible for the system of internal financial and budgetary control (NFR 12.2).

The systems of Risk Management and Internal Financial Control are based on an on-going process designed to identify the principal risks to the achievement of STO policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. This process has been in place for the year ended 31 December 2020 and up to the date of these Financial Statements.

The systems of Risk Management and Internal Financial Control are designed to manage and minimize rather than entirely eliminate risk at the STO. Risk management and internal financial controls can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the STO include risks to STO operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets.

The risk management and financial control processes at the STO provide a network of internal controls that can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. Measures for the promotion of ethical values include: STO participation in the NATO-wide 'Building Integrity' Initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all STO staff; and disclosures on any senior management related party transactions in the annual financial statements.

Oversight is provided by the Science and Technology Board (STB), supported by various sub-groups, who routinely scrutinize STO Senior Management reports on strategic operational matters.

On Financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to and reviewed by the NATO Budget Committee two times a year for the common-funded entities. In addition, STO financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the Nations at various oversight fora. For the customer-funded entity, the financial execution and the annual financial plan are submitted to and screened by the STB Finance and Audit Sub-Group (FASG).

The overall structure of the STO incorporates clearly defined responsibilities and authorities in the pursuit of operational objectives. In this regard, the Finance and Audit Sub-Group (FASG) mission is to prepare the decision making process of the STB, pertaining to the financial and audit governance of the STO and the STO's Executive Bodies. The scope of the FASG activities covers all financial, audit and financial risk aspects of the STB's Governance.

Risk Assessment

The STO continues to develop internal risk management policies and procedures, adapting existing risk management frameworks, to better identify those events that if occurring may affect the achievement of its objectives.

The heads of each executive body regularly monitor actions mitigating the significant risks identified. Risk management processes continue to be developed, with the assistance of external consultants when necessary.

The Science and Technology Board (STB) is routinely informed about risks affecting the STO, via the work of the STB Finance and Audit Sub-Group (FASG).

Although in the course of 2020 some of the planned efforts were adversely affected by the limitations imposed by COVID-19, it is anticipated that in the course of 2021 the STO and its executive bodies will deploy relevant initiatives to further enhance the understanding of the risks which are implied in the set strategy, in order to anticipate adverse events and take the necessary corrective measures.

Control Activities

In the financial domain, the STO finance and accounting system (FinS) has built-in approval workflows and controls, together with audit trails. The controls are designed in order that the transactions are recorded consistently, accurately and in accordance with the applicable rules and regulations.

The heads of each executive body are supported by executive management boards who meet on a routine basis to review internal processes and to inform decision-making.

Information and Communication

STO internal communications are enhanced by strong reporting lines. The STO has extensive guidance on the management of information and communications. This promotes effective communications in pursuit of operational objectives. Communication also provides for the effective functioning of internal control. The FASG, for example, reports to the STB.

The STO communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms including the Statement on Internal Control, which is included in the financial statements. External Audits include examinations of internal controls and compliance. The results of these audits are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

Monitoring

An outsourced Internal Audit service provider is engaged on a periodic basis, to undertake internal audit assignments. The STO is also subject to annual external audit from the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

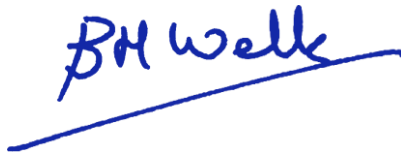
Recommendations and observations arising from audits are assessed by the FASG, which vets the remediation actions, reporting the results to the STB.

The Chairman of the STB, the Heads of NATO body of CSO and CMRE and the Financial Controller have collective responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The review is informed by the above five COSO components, and by the work of STO Senior Managers, external audits, internal audits, and the work of various sub-groups reporting to the STB, including the Finance and Audit Sub-Group (FASG).

The IBAN audit of the STO 2019 Financial Statements resulted in an unqualified opinion. In it the IBAN raised a Key Audit Matter, which does not impact the audit opinion, related to the fact that STO does not recognise the two vessels under its control, as Property, Plant & Equipment (PP&E) in its Statement of Financial Position. The IBAN also observed on the need for strengthening of risk management procedures and clarification of the internal control process related to the temporary shortfall of funds in IMS Budget Group entities.

The STO is taking the necessary measures to address all outstanding observations, including the Key Audit Matter, by continuously implementing improvements to risk management practices specifically tailored to each of the executive bodies, clarifying with the support of the IMS the principles underpinning the temporary transfer of cash between entities within the same budget group and, while applying NAFs, enhancing the information provided in the disclosure notes.

Overall, while continuing to develop further application guidance within the framework of the STO Risk Management Policy, we are satisfied that the Risk Management and Internal Financial Control systems in operation across the STO during the year 2020 were reasonably adequate and effective.



Dr Bryan Wells
NATO Chief Scientist
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

STO Consolidated Statement of Financial Position

as at 31 December 2020

(in EUR)

		<u>2020</u>	<u>2019*</u>	<u>2019</u>
	Notes			
Assets				
Current assets				
Cash and cash equivalents	2	8,286,156	8,291,897	8,291,897
Receivables	3	4,949,228	5,477,925	5,477,925
Prepayments	4	460,987	271,824	271,824
		<u>13,696,371</u>	<u>14,041,646</u>	<u>14,041,646</u>
Non-current assets				
Property, plant & equipment	5	3,791,339	4,796,919	4,043,983
		<u>3,791,339</u>	<u>4,796,919</u>	<u>4,043,983</u>
Total assets		<u>17,487,710</u>	<u>18,838,565</u>	<u>18,085,629</u>
Liabilities				
Current liabilities				
Payables	6	2,952,119	3,102,932	3,102,932
Deferred revenue	7	627,544	406,678	406,678
Advances	8	3,728,508	2,775,130	2,775,130
Other current liabilities	9	240,596	291,734	291,734
		<u>7,548,767</u>	<u>6,576,474</u>	<u>6,576,474</u>
Non-current liabilities				
Deferred revenue	10	347,075	399,226	399,226
		<u>347,075</u>	<u>399,226</u>	<u>399,226</u>
Total liabilities		<u>7,895,842</u>	<u>6,975,700</u>	<u>6,975,700</u>
Surplus/Deficit		(2,270,996)	(1,892,872)	(2,311,608)
Retained earnings	11	12,197,064	13,755,737	13,421,537
Total net assets		<u>9,591,868</u>	<u>11,862,865</u>	<u>11,109,929</u>
Total net assets and liabilities		<u>17,487,710</u>	<u>18,838,565</u>	<u>18,085,629</u>

*Restated



Dr Bryan Wells
NATO Chief Scientist
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

The notes on pages 11 to 27 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were originally issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2021 and resubmitted, upon agreement from IBAN (IBA-A(2021)0071), on 24 June 2021.

STO Consolidated Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2020
(in EUR)

	<u>2020</u>	<u>2019*</u>	<u>2019</u>
Notes			
Revenue	12		
Revenue	31,845,422	30,775,055	30,775,055
Financial revenue	19,311	228,763	228,763
Total revenue	<u>31,864,733</u>	<u>31,003,818</u>	<u>31,003,818</u>
Expense			
Personnel	13 19,358,581	19,288,294	19,288,294
Contractual supplies and services	14 12,909,378	12,516,873	12,516,873
Depreciation	5 1,600,413	1,052,441	1,471,177
Finance costs	267,357	39,082	39,082
Total expense	<u>34,135,729</u>	<u>32,896,690</u>	<u>33,315,426</u>
Surplus/(Deficit) for the period	<u>(2,270,996)</u>	<u>(1,892,872)</u>	<u>(2,311,608)</u>

*Restated

STO Consolidated Cash Flow Statement

for the year ended 31 December 2020

(in EUR)

		<u>2020</u>	<u>2019*</u>	<u>2019</u>
Cash flow from operating activities	Notes			
Surplus/(Deficit)		-2,270,995	-1,892,872	-2,311,608
Non-cash movements				
Depreciation/ Amortization	5	1,600,413	1,052,441	1,471,177
Increase in payables and provision		- 150,814	-1,997,994	-1,997,994
Increase / (decrease) in other current liabilities		1,123,106	- 227,672	- 227,672
Increase / (decrease) in deferred revenue		- 52,151	125,510	125,510
Decrease / (Increase) in other current assets		- 189,163	89,709	89,709
(Increase) / Decrease in receivables		<u>528,697</u>	<u>3,020,634</u>	<u>3,020,634</u>
Net cash flow from operating activities		<u>589,093</u>	<u>169,756</u>	<u>169,756</u>
Cash flow from investing activities				
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets	5	<u>- 594,833</u>	<u>-1,161,576</u>	<u>-1,161,576</u>
Net cash flow from investing activities		<u>- 594,833</u>	<u>-1,161,576</u>	<u>-1,161,576</u>
Cash flow from financing activities				
Cash in from IMS BG transfer			500,000	
Cash out from IMS BG transfer			<u>- 500,000</u>	
Net cash flow from financing activities		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents		<u>- 5,740</u>	<u>- 991,820</u>	<u>- 991,820</u>
Cash and cash equivalent at the beginning of the period		<u>8,291,897</u>	<u>9,283,716</u>	<u>9,283,716</u>
Cash and cash equivalent at the end of the period	2	<u>8,286,157</u>	<u>8,291,896</u>	<u>8,291,896</u>

*Restated

STO Consolidated Statement of Changes in Net Assets

for the year ended 31 December 2020

(in EUR)

	Commitments / Legal Obligations	Depreciation Reserve*	Vessels Reserve	Net Equity Fund	General Reserve	Total
Balance at the end of the period 2018	1,320,684	4,079,868	615,000	3,500,000	3,905,984	13,421,536
Restated of net book value	-	334,199				334,199
Restated balance at 1-Jan-2019	1,320,684	4,414,067	615,000	3,500,000	3,905,984	13,755,735
Surplus/(deficit) for the period	138,804	(16,374)	-	-	(2,015,302)	(1,892,872)
Change in net assets/equity for the year ended 2019	138,804	(16,374)	-	-	(2,015,302)	(1,892,872)
Balance at the end of the period 2019	1,459,488	4,397,693	615,000	3,500,000	1,890,682	11,862,863
Opening balance 2020	1,459,488	4,397,693	615,000	3,500,000	1,890,682	11,862,863
Surplus/(deficit) for the period	(204,181)	(953,428)	191,537	-	(1,304,924)	(2,270,996)
Change in net assets/equity for the year ended 2020	(204,181)	(953,428)	191,537	-	(1,304,924)	(2,270,996)
Balance at the end of the period 2020	1,255,307	3,444,265	806,537	3,500,000	585,758	9,591,867

Notes to the STO Consolidated Financial Statements

1. Significant accounting policies

1.1. Basis of preparation

The STO financial statements 2020 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF). The NAF is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS), as adopted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant entity directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs, this has been noted.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January to 31 December 2020. The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The principal accounting policies are set out below. They have been applied consistently to all periods presented. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual-based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period.

1.2. Accounting estimates and judgments

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

Change in accounting estimates

Following IBAN's recommendation in their Letter of observations and recommendations for the STO for the year ended 31 December 2019, the STO entities decided to align their accounting estimates for the 2020 financial statements on the two following accounting areas:

- Depreciation of property, plant and equipment (PP&E):

STO has aligned their accounting policy across the three entities regarding the starting date of the straight-line depreciation of their property, plant and equipment. This adjustment has been accounted for as a restatement of the opening balance for the 2020 financial statements. Applying this depreciation policy retroactively, this resulted in a change of net book value at 1 January 2019. The net book value of all property, plant and equipment was increased from 4,043,983 EUR to 4,796,920 EUR. In addition, the effect of decreased depreciation expense for the year ended 31 December 2019 of 752,935 EUR is recognized in the Statement of Changes in Net Assets as well as in the restated PP&E table. A further presentational change was made regarding the 2019 transfer of work in progress to relevant asset categories. These transfers were not shown on the adjustment line but were previously included within additions (see note 5).

- STO Consolidated Statement of Cash Flow:

Within the consolidated cash flow statement, a presentational change has been made to show cash transfers within the IMS Budget Group, which have a net effect of zero.

1.3. Changes in pronouncements

At the date of authorization of these financial statements, the STO has not applied the following new and revised IPSAS that have been issued but are not yet effective. The effective dates of the following have been deferred due to COVID-19:

- IPSAS 41 Financial Instruments
- IPSAS 42 Social Benefits
- Long-term Interests in Associates and Joint Ventures (Amendments to IPSAS 36) and Prepayment Features with Negative Compensation (Amendments to IPSAS 41)
- Collective and Individual Services (Amendments to IPSAS 19)
- Improvements to IPSAS, 2019.

It is not expected that the adoption of these standards will have a material impact on the financial statements of the STO in future periods.

1.4. Foreign currency transactions

These financial statements are presented in euro (EUR), which is the STO functional and reporting currency. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing at the date of the transaction. Monetary assets and liabilities which were denominated in foreign currencies at year-end are assessed for materiality and if material are converted into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2020. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of Financial Performance.

1.5. Consolidation

The STO comprises the Science and Technology Board (STB) and three separate executive bodies:

Name	Location
Office of the Chief Scientist (OCS)	Brussels – Belgium
Collaboration Support Office (CSO)	Neuilly-sur-Seine – France
Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE)	La Spezia – Italy

According to Article 25 of the Charter of the NATO Science and Technology Organization, the NATO Chief Scientist, supported by the STO Financial Controller, shall submit consolidated annual financial statements to the STB and the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

The three bodies each have a separate Director (Head of NATO Body), and a separate budget or revenue stream. None of the bodies has control over the others, as defined in IPSAS 35 - paragraphs 18-22. CSO and OCS are common funded entities and CMRE is customer funded.

Morale and Welfare Activities (MWA) such as sport, community service, retail and concessionary activities are conducted by the CMRE. In accordance with the NATO Accounting Framework departure

from IPSAS 6, these activities are not consolidated into the respective financial statements of NATO reporting entities. More information on MWA is disclosed in note 19.

1.6. Services in-kind

The STO received services in-kind in the form of military personnel provided by the NATO nations. Such personnel are assigned to specific military positions on the Personnel Establishment (CMRE) and Peacetime Establishments (CSO and OCS) of the executive bodies and/or provided as voluntary contributions. This also includes military personnel assigned to the crew of the research vessels Alliance and Leonardo. In these financial statements, services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

1.7. Financial instruments disclosure/presentation

STO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All the financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at their fair value.

Credit risk: In the normal course of business, STO incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. The STO manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;

- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2020 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the Statement of Financial Position. Receivables considered uncollectible are adequately accounted for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

Currency risk: The STO's exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most of its transactions are dealt with in euros. A limited number of transactions are accounted for in other currencies.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment of whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities.

For CSO and OCS, there is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk. For CMRE, liquidity risk is minimized by the cash available in the Net Equity Fund (NEF) and by the policy of requiring pre-payments and milestone payments from customers.

Interest rate risk: The organization is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

1.8. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand and deposits held with banks.

1.9. Receivables

Receivables are stated at net realizable value after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due from other NATO entities and/or staff members.

Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

1.10. Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

1.11. Property, plant and equipment (PP&E)

Property, plant and equipment with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses.

Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Monthly depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Property, plant and equipment is derecognized when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

Assets purchased prior to the implementation of the NATO Accounting Framework

In accordance with the NATO Accounting Framework adaptation of IPSAS 17, PP&E acquired prior to 1 January 2013 has been fully expensed and the STO does not foresee any grouping of assets. STO owns or controls approximately 100 assets purchased before 1 January 2013, amongst them the NATO Research Vessel Alliance and the Coastal Research Vessel Leonardo. In accordance with the NATO Accounting Framework, the STO capitalizes within the relevant equipment category, improvements made to the assets on or after 1 January 2013.

1.12. Impairment of tangible and intangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

1.13. Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are recognized at their fair value. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

1.14. Deferred revenue

For CSO and OCS, deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior year budgets but that have not yet been recognized as revenue.

For CMRE, deferred revenue represents revenue from customers for current or prior year activities for which goods have not been delivered or services have not been rendered at year-end.

1.15. Advances

For CSO and OCS, advances are income or contributions from member nations or third parties called or received, that are related to future budgets. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

For CMRE, advances from customers are either cash received as working capital or result from advance billing to customers where the rate of expenditure has fallen behind the agreed payment milestones.

1.16. Employee benefits – Post-employment benefits

STO employees participate either in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or in the Coordinated Pension Scheme.

The assets and liabilities for all of NATO's post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff (NATO IS) and therefore are not recognized in these financial statements.

Defined Contributions Pension Scheme: The assets of the plan are held separately from those of STO in funds under the control of an independent Administrator. The STO is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of STO with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Coordinated Pension Scheme: Employees who joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme, which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60.

Continued Medical Coverage: Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage (CMC).

1.17. Net Assets

Net assets are the residual interest in the assets of the entity after deducting its liabilities.

NATO entities perform their activities on a no profit/no loss basis over the reporting period. However, this does not prohibit the realization of an operating surplus or deficit in the financial reporting period.

1.18. Revenue

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund STO activities. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

For CSO and OCS, revenue is recognized in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance

of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

For CMRE, revenue is recognized as goods and services are delivered to customers.

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable.

Exchange rate revenue due to transactions in foreign currency, in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, is recognized as financial revenue.

2. Cash and cash equivalents

	(in EUR)	
	2020	2019
Petty cash	846	2,954
Current accounts	8,285,310	8,288,943
Total	8,286,156	8,291,897

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets, held in EUR, GBP and USD. Deposits are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. For CSO and OCS, cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December.

3. Receivables

	(in EUR)	
	2020	2019
Receivable from non consolidated NATO entities	63,749	2,575,341
Receivable from governments	18,800	48,903
Other receivables	4,866,679	1,746,816
Insurance	-	1,106,866
Total	4,949,228	5,477,925

Other receivables are mainly invoices to be established for services that have been provided to CMRE customers, including NATO HQ SACT, but not invoiced at the end of the reporting period.

The insurance reimbursable for NRV alliance repairs was received in 2020.

4. Prepayments

	(in EUR)	
	2020	2019
Prepaid expenses	231,547	209,475
Advance to vendors	229,440	62,349
Total Prepayments	460,987	271,824

Prepaid expenses are amounts paid for expenses incurred or services rendered, but for which the benefits continue to flow in the following financial years. The figure relates, for the most part, to CMRE prepaid insurance for the two vessels and software licenses.

Advance to vendors is payment for which goods have not been received, or services have not been rendered. The advances relate, for the most part, to the payment made for the replacement of bulletproof windows in the CSO premises (173,288 EUR).

5. Property, plant and equipment

(in EUR)

	Mission equipment	AIS equipment	Vehicles	Installed equipment	Work in progress	Total
Gross Book Value (1 Jan 2019)	2,583,391	509,415	55,608	2,601,763	1,738,789	7,488,966
Accumulated depreciation	(1,726,487)	(351,951)	(6,184)	(716,562)		(2,801,184)
Net Book Value (1 Jan 2019)	856,904	157,464	49,424	1,885,201	1,738,789	4,687,782
Additions in 2019	338,701	-	-	170,448	652,427	1,161,576
Adjustments in 2019	1,658,407			80,382	(1,738,789)	-
Depreciation in 2019	(691,841)	(74,593)	(11,117)	(274,887)		(1,052,439)
Net Book Value (31 Dec 2019)	2,162,171	82,871	38,307	1,861,143	652,427	4,796,919
Gross Book Value (31 Dec 2019)	4,580,499	509,415	55,608	2,852,593	652,427	8,650,542
Accumulated depreciation (31 Dec 2019)	(2,418,328)	(426,544)	(17,301)	(991,450)	-	(3,853,622)
Net Book Value (31 Dec 2019)	2,162,171	82,871	38,307	1,861,143	652,427	4,796,919

*Restated

(in EUR)

	Mission equipment	AIS equipment	Vehicles	Installed equipment	Work in progress	Total
Gross Book Value (1 Jan 2020)	4,580,499	509,415	55,608	2,852,593	652,427	8,650,542
Accumulated Depreciation	(2,418,328)	(426,544)	(17,301)	(991,450)	-	(3,853,622)
Net Book Value (1 Jan 2020)	2,162,171	82,871	38,307	1,861,143	652,427	4,796,920
Additions in 2020	369,516	222,295	-	-	3,022	594,833
Adjustments in 2020	-	652,427	-	-	(652,427)	-
Depreciation in 2020	(1,061,142)	(242,370)	(11,141)	(285,760)	-	(1,600,413)
Net Book Value (31 Dec 2020)	1,470,545	715,223	27,166	1,575,383	3,022	(1,600,413)
Gross Book Value (31 Dec 2020)	4,950,015	1,384,137	55,608	2,852,593	3,022	9,245,375
Accumulated Depreciation (31 Dec 2020)	(3,479,470)	(668,914)	(28,442)	(1,277,210)	-	(5,454,036)
Net Book Value (31 Dec 2020)	1,470,545	715,223	27,166	1,575,383	3,022	3,791,339

The impact of the alignment of the depreciation policy resulted in a decrease of the depreciation expense by 418,737 EUR. At the same time, the net book value of all property, plant and equipment at 1 Jan 2019 was increased from 4,353,583 to 4,687,782. This two effects lead to a restated NBV at 31 Dec 2019 of 4,796,920 EUR.

A further presentational change was made regarding the 2019 transfer of work in progress to relevant asset categories. These transfers (1,658,407 EUR) are now shown on the adjustment line but were previously included within additions.

PP&E categories for capitalized assets are listed in the following table:

Category	Useful life	Threshold
Mission equipment	3	50,000
Automated information systems equipment	3	50,000
Vehicles	5	10,000
Installed equipment	10	30,000

Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Monthly depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The depreciation charge for the year was 1,600,413 EUR (2019 restated: 1,052,439 EUR).

The premises of the three entities are generally provided by the Host Nation at no cost or at a nominal charge. Leasehold improvements made after 1 January 2013 are capitalized in accordance with the STO accounting policies.

STO – Assets purchased prior to the implementation of the NATO Accounting Framework

In accordance with the NATO Accounting Framework, PP&E acquired prior to 1 January 2013 has been fully expensed and the STO does not foresee any grouping of assets.

CSO owns one staff car purchased before 1 January 2013.

CMRE owns approximately 100 assets purchased before 1 January 2013.

- *Vessels*
 - *The NRV Alliance*
 - *The CRV Leonardo*
- *IT Equipment*
 - *Disaster recovery*
 - *Satellite communication system*
 - *Various workstations and servers*
- *Mission Equipment*
 - *Multiple types of autonomous vehicles*
 - *Towed acoustics arrays*
 - *Multiple types of sonar*
- *Vehicles (car and forklift)*
- *Machinery (shredding machine)*
- *Installed Equipment*
 - *Air condition systems for the new and old building*
 - *Uninterrupted Power Supply (UPS) systems*
 - *TV closed circuit system*

NATO Research Vessels

The NATO vessels NRV Alliance and CRV Leonardo are used to carry out the CMRE programme of work for its customers. The CMRE and its predecessor organizations acquired full operational control and beneficial ownership of these two NATO vessels in 1988 and 2002 respectively. Following a North Atlantic Council decision on 21 December 2015, custody of both vessels (on behalf of NATO) was

transferred from the Supreme Allied Commander Transformation, to the STO Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) with effect from 1 January 2016.

The vessels are operated by the Italian Navy under Italian flagging and Italian military crew as agreed in a memorandum of understanding between the CMRE and Italy.

Notwithstanding the formal transfer in custody effective 1 January 2016, both vessels have been under the full operational control of the CMRE since their introduction into service in 1988 and 2002. The transfer of custody on behalf of NATO was a non-adjusting event. The acquisition date of both vessels remains unchanged. In accordance with the NATO Accounting Framework, the STO considers Property, Plant and Equipment (PP&E) acquired prior to 2013 as fully expensed. Therefore, consistent with the accounting treatment in prior years, these assets are not capitalized as PP&E on the face of the STO Consolidated Statement of Financial Position.

In accordance with the NATO Accounting Framework, improvements made to the vessels on or after 1 January 2013 are capitalized within the relevant equipment category.

CMRE intends to operate the vessels for the foreseeable future. Costs related to a potential future divestment have therefore not been assessed nor accounted for. Any future divestment decision (sale, dismantling or donation) regarding these vessels requires formal approval from the North Atlantic Council upon recommendation from the Defence Policy and Planning Committee (Resources) and Resource Policy and Planning Board.

Write-offs

In 2020, no write-offs meet the disclosure criteria in the NFRs.

6. Payables

	(in EUR)	
	2020	2019
Payables to suppliers	1,443,961	1,299,842
Accruals	1,508,158	1,803,090
Total	2,952,119	3,102,932

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the STO. The average credit period on purchases is 30 days. STO has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

Accruals are mainly related to goods and services received before year-end and untaken leave. As from 31 December 2020, CSO has accrued untaken leave, which has increased expenses by 119,870 EUR. The CMRE untaken leave balance is 601,235 EUR.

7. Deferred revenue

The deferred revenue at year-end 2020 is related to Programme of Work activities (OCS and CSO) and associated commitments not fully delivered by suppliers (carried-forward) at 31 December 2020 due to delays from contractors unable to fulfil their deliveries as planned.

8. Advances

	(in EUR)	
	2020	2019
Advances from customers	1,186,495	1,022,710
Contributions	2,500,000	1,750,000
Other advances	42,013	2,420
Total	3,728,508	2,775,130

Contributions are cash called or received related to future years' budgets (applicable to CSO and OCS), and advances from customers (applicable to CMRE) for pre-financing of European Community projects. Exceptionally, Nations have decided to convert 720,000 EUR of the 955,977 EUR for CSO and OCS lapses shown on the budget execution statement in Annex 1, to advances from the nations for 2021.

9. Other current liabilities

Other current liabilities are mainly lapses from budget authorizations unspent during the financial year and miscellaneous income to be returned to the nations. These include lapses, miscellaneous income from operational results, financial results and any budget over- and under-calls.

	(in EUR)	
	2020	2019
Liabilities from lapsed budget authorization	235,977	237,151
Liabilities from operational result	4,623	6,217
Liabilities from financial result	(4)	(1,634)
Liabilities from budget decrease	-	50,000
Total	240,596	291,734

10. Deferred Revenue – Non-current liabilities

The deferred revenue for the capitalization of PP&E of CSO and OCS represents depreciation that has not been incurred. The revenue is recognized incrementally in the same year as the depreciation expense.

11. Net Assets

The deficit of the period (EUR 2,270,996) reduced the net assets, which are allocated as follows:

Reserve	Commitments / Legal Obligations	Depreciation Reserve*	Vessels Reserve	Net Equity Fund	General Reserve	Total
Net Equity 31st December 2019	1,459,488	4,397,694	615,000	3,500,000	1,890,682	11,862,864
Net change in Vessels Reserve			191,537			191,537
Net change in PPE		(953,429)				(953,429)
Net change in Commitment	(204,181)					(204,181)
Net change in General Reserve					(1,304,923)	(1,304,923)
Net Equity 31st December 2020	1,255,307	3,444,265	806,537	3,500,000	585,759	9,591,868
					Net result of the period	(2,270,996)

*Restated

Commitments/Legal Obligations

The reserve for commitments represents the value of orders for goods and services placed in one fiscal year, but neither received nor invoiced until the following fiscal year(s).

Depreciation Reserve

The depreciation reserve represents the net book value of assets and a source of future depreciation expense. This amount has been restated for the NBV at 1 Jan 2019 and the depreciation charge for the year 2019 following the alignment of the PP&E depreciation policy (see also Note 5).

Vessels Reserve

The reserve is used to accumulate resources in current periods to fund future major vessel upkeep projects. NRV Alliance undergoes one major and one minor upkeep on a five-year period cycle.

Net Equity Fund (NEF)

The STO Charter states that the governing board may establish a Net Equity Fund (NEF) to facilitate the CMRE operations. The fund was established to provide liquidity for projects, to act as a buffer for project gains and losses, and to be a source of funds for investments.

General Reserve

This represents the net accumulated earnings available for allocation in subsequent financial periods. In 2020, this reserve was reduced by 1,304,922 EUR reflecting the net operating loss from customer funded activities at CMRE recorded in the period. This was mostly due to the negative impact the COVID-19 pandemic had on the CMRE's revenue, with the customers postponement of projects, and the restrictions brought on the operation of the vessels, such as quarantine requirements for embarking personnel, which severely limited its use.

12. Revenue

	(in EUR)	
	2020	2019
Revenue from contributions	6,260,616	6,794,520
Revenue from services	25,584,806	23,980,535
Financial revenue	19,311	228,763
Total	31,864,733	31,003,818

Revenue from contributions is the revenue received from the member nations to cover the operational expenses of CSO and OCS.

Revenue from services is the revenue received from CMRE customers: HQ SACT, European Community and projects funded from industries and other public organizations.

Financial revenue is composed of bank interest and realized currency gains. For CSO and OCS, financial revenue is used to cover financial costs to the extent possible.

13. Personnel

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

The personnel establishments (PE) of the STO entities are shown in the table below.

Personnel Establishment	PE - Authorized			PE - Filled		
	Mil	Civ	Total	Mil	Civ	Total
CSO	14	35	49	11	31	42
OCS	4	5	9	2	4	6
CMRE - Customer funded positions	9	-	9	7	-	7
International Manpower Ceiling	27	40	67	20	35	55
CMRE - Customer funded positions	-	169	169	-	151	151
Voluntary National Contributions	1	-	1	2	-	2
Total	28	209	237	22	186	208

The breakdown of salaries and other personnel related expenses is as follows:

	(in EUR)	
	2020	2019
Basic Salary	13,387,681	12,710,214
Allowances	2,087,500	2,137,322
Employer's contribution to post-employment benefits	1,081,728	968,114
Employer's contribution to insurance	1,684,834	1,477,671
Consultant	485,877	1,242,038
Other allowances	545,619	621,152
Medical examination	29,384	24,181
Training	55,958	107,603
Total personnel expenses	19,358,581	19,288,294

Untaken leave

The balance of untaken leave at the end of 2020 is 2,047.5 days (2019: 1,932 days). The associated cost is recognized as an accrual for 739,028 EUR. The breakdown by entity is shown below:

Entity	(in days)	
	2020	2019
OCS	41.0	4.0
CSO	398.5	171.0
CMRE	1,608.0	1,757.0
Total	2,047.5	1,932.0

14. Contractual supplies and services

	(in EUR)	
	2020	2019
General support	1,587,255	1,818,040
Mission support	10,654,771	8,820,759
Travel	222,715	1,042,814
Grants and subsidies	173,582	663,457
Miscellaneous	108,004	69,922
Capital and investments	163,051	101,881
Total Expenses	12,909,378	12,516,873

Contractual supplies and services include expenses required for STO activities: general administrative costs, maintenance costs of buildings/grounds, communications and information systems,

transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses.

15. Contingent liabilities

Contingent Liabilities have been determined under the criteria set out in IPSAS 19 and are based on the realistic and prudent estimates of the expenditure required to settle future legal obligations.

In 2016, the Italian authorities re-issued a claim to the CMRE for contributions to the Italian National Health System. The claim covers all NATO entities in Italy, and dates back to the 1980's. The NATO HQ legal services are aware of this matter, and the claims are suspended pending resolution of the issue between NATO and Italy.

As of the date of the financial statements, the CMRE is not aware that the claim will be substantiated, and can make no estimate as to when this case will be resolved. There is a remote possibility of a future obligation and the CMRE assessment is that no settlement will be made.

CMRE has recently become aware of an invoice issued in 2019 in the amount of 213,000 EUR for repairs made to the NRV Alliance. CMRE's position is that these repairs, conducted in 2019, were a direct consequence of the supplier's defective workmanship when carrying out prior repairs in 2018. There is a possibility that the supplier will initiate court action to recover the invoiced amount from CMRE in the future. Should that be the case, some or all of these costs may be reimbursed to CMRE by way of a future insurance claim.

16. Segment reporting

In accordance with IPSAS 18, the STO discloses segment information for its three executive bodies as provided in the STO Charter: CMRE, CSO and OCS. There are no inter-entity transactions that would be eliminated on consolidation.

	(in EUR)							
	CMRE		CSO		OCS		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Segment revenue								
Revenue from contributions			5,383,078	5,914,229	877,538	880,290	6,260,616	6,794,519
Revenue from services	25,584,806	23,980,536					25,584,806	23,980,536
Financial revenue	18,164	225,535	1,147	3,228	-	-	19,311	228,763
Total segment revenue	25,602,970	24,206,071	5,384,225	5,917,457	877,538	880,290	31,864,733	31,003,818
Segment expenses								
Personnel costs	14,921,061	14,695,916	3,719,254	3,874,007	718,265	718,371	19,358,580	19,288,294
Contractual supplies and services	11,141,454	10,359,669	1,608,651	1,995,285	159,273	161,919	12,909,378	12,516,873
Depreciation and amortisation	1,545,240	1,007,503	55,173	44,937	-	-	1,600,413	1,052,440
Financial costs	266,210	35,854	1,147	3,228	-	-	267,357	39,082
Total segment expenses	27,873,965	26,098,942	5,384,225	5,917,457	877,538	880,290	34,135,728	32,896,689
Surplus/deficit for the year	(2,270,995)	(1,892,871)	-	-	-	-	(2,270,995)	(1,892,871)
Segment assets	13,399,766	15,631,375	3,540,383	2,689,093	547,561	518,097	17,487,710	18,838,565
Segment liabilities	3,807,898	3,768,510	3,540,383	2,689,093	547,561	518,097	7,895,842	6,975,700

17. Related parties

The key management personnel of the STO, and the STB National Representatives, have no significant known related party relationships that could affect the operations of the STO. However, the STO Financial Controller is also the Financial Controller of the International Military Staff (IMS) and the NATO Defense College (NDC). The STO, IMS and NDC are therefore related parties.

During the year, the STO entered into transactions with NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

Key management personnel include the following officials:

Science and Technology Board	<ul style="list-style-type: none"> NATO National Representatives on STB
Office of the Chief Scientist	<ul style="list-style-type: none"> NATO Chief Scientist
Centre for Maritime Research and Experimentation	<ul style="list-style-type: none"> CMRE Director CMRE Deputy Director
Collaboration Support Office	<ul style="list-style-type: none"> CSO Director CSO Deputy Director

Remuneration of key management personnel

STO Board members do not receive remuneration or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans from NATO for their Board responsibilities.

STO key management personnel are remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under normal rules.

	(in EUR)	
	2020	2019
Basic salaries	556,720	422,027
Allowances	46,317	79,477
Post-employment benefits	66,806	50,643
Employer's contribution to Insurance	66,871	49,158
Total	736,714	601,305

18. Representation allowance

Representation allowance is available to certain designated NATO high officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO. In 2020, three senior STO officials were entitled to the representation allowance for the following expenses:

	(in EUR)	
	2020	2019
OCS	-	2,245
CSO	3,011	5,469
CMRE	1,509	2,650
Total	4,521	10,364

19. Morale and Welfare Activities

The STO carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2020 for which a detailed annual special purpose report is presented to the relevant Financial Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the CMRE, the MWA mainly relate to common interest clubs, athletic and recreational activities.

The position of MWA at year-end is:

(in EUR)	2020
Cash and cash equivalents	78,626
Total liabilities including provisions and contingent liabilities	138,395

As of year-end, 0.5 full-time equivalent staff directly support the MWA.

20. Events after the reporting date

There have been no other material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these statements.

Annex 1: Budget Execution Statements

For the common funded elements of the STO, expenses are presented on a different basis in the statement of financial performance when compared to the budget execution statement: the statement of financial performance includes finance costs, and the PP&E depreciation expenses, whereas the purchasing costs of PP&E are recognized in the budget execution statement.

OFFICE OF THE CHIEF SCIENTIST

EURO	Initial Budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry-Forward	Lapsed
BUDGET 907 (OCS) 2020												
Chapter 71	937,118	-	937,118	(17,090)	920,028	-	920,028	-	718,265	718,265	-	201,763
Chapter 72	181,205	-	181,205	17,090	198,295	-	198,295	-	159,273	159,273	-	39,022
Chapter 73	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1,118,323	-	1,118,323	-	1,118,323	-	1,118,323	-	877,538	877,538	-	240,785

The significant lapses in 2020 are due to the understaffing in NATO International Civilians Peacetime Establishment positions as well as to the travel restrictions imposed by NATO governments in response to the COVID-19 pandemic.

There is no difference between the actual budget execution amounts as per the OCS budget execution statement and the actual expenses as per the OCS segment reporting.

COLLABORATION SUPPORT OFFICE

EURO	Initial Budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry-Forward	Lapsed
BUDGET 908 (CSO) 2020												
Chapter 71	4,080,775	(100,000)	3,980,775	-	3,980,775	-	3,980,775	2,205	3,719,255	3,721,460	2,205	259,315
Chapter 72	2,161,211	(155,990)	2,005,221	(1,700)	2,003,521	30,284	2,033,805	150,084	1,437,634	1,587,719	150,084	446,086
Chapter 73	25,000	255,990	280,990	1,700	282,690	(30,284)	252,406	175,255	67,361	242,616	175,255	9,790
TOTAL	6,266,986	-	6,266,986	-	6,266,986	-	6,266,986	327,544	5,224,250	5,551,794	327,544	715,192
BUDGET 908 (CSO) 2019												
Chapter 71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 72	106,678	-	106,678	-	106,678	-	106,678	-	106,678	106,678	-	-
Chapter 73	300,000	-	300,000	-	300,000	-	300,000	300,000	-	300,000	300,000	-
TOTAL	406,678	-	406,678	-	406,678	-	406,678	300,000	106,678	406,678	300,000	-
TOTAL BUDGET 908 (CSO)	6,673,664	-	6,673,664	-	6,673,664	-	6,673,664	627,544	5,330,927	5,958,472	627,544	715,192

The significant lapses in 2020 are a direct result from the protective measures taken by NATO governments in response to the evolving COVID-19 pandemic. The restrictions applied to international travel, meetings, exercises and scientific demonstrations of technologies directly impacted on the usual financial and personnel support of the CSO to S&T Board and Panel meetings and the scientific activities conducted within the framework of the annual S&T Collaborative Program of Work.

The following table is a reconciliation of actual budget execution amounts as per the CSO budget execution statement to actual expenses as per the CSO segment reporting.

	(in EUR)
Total Expenses - Budget Execution	5,330,927
Property Plant and Equipment capitalized (Recognition from Capital and Investments)	(3,022)
Depreciation	55,173
Financial Costs	1,147
Total Expenses - CSO Segment reporting	5,384,225